



Conseil national
de l'information statistique

Bilan détaillé 2010 du programme de travail de la statistique publique

juin 2011

Bilan détaillé 2010 du programme de travail de la statistique publique

Sommaire

	Pages
Préambule	<u>5</u>
1. La mise en œuvre des orientations du Cnis dans le programme 2010 de la statistique publique	<u>7</u>
1.1. Le contexte	<u>7</u>
1.2. Le domaine social	<u>8</u>
1.3. Le domaine économique et financier	<u>9</u>
1.4. Le développement durable	<u>10</u>
1.5. Les territoires	<u>10</u>
1.6. Modalités d'accès aux statistiques et leur communication	<u>11</u>
2. Activité de la statistique publique en 2010	<u>13</u>
2.1. La diffusion d'informations nouvelles	<u>13</u>
2.2. Les opérations en cours	<u>14</u>
Profil des enquêtes	<u>14</u>
Dénombrement des enquêtes	<u>15</u>
Les autres opérations	<u>17</u>
3. Bilan détaillé par commission	<u>19</u>
A - Démographie et questions sociales	<u>21</u>
B - Emploi, qualification et revenus du travail	<u>30</u>
C - Entreprises et stratégies de marché	<u>39</u>
D - Environnement et développement durable	<u>47</u>
E - Services publics et services aux publics	<u>52</u>
F - Système financier et financement de l'économie	<u>61</u>
G - Territoires	<u>65</u>
4. Annexe : sigles	<u>73</u>

Préambule

La concertation entre les producteurs et les utilisateurs sur le programme de travail de la statistique publique doit se renforcer afin de définir ensemble les attentes de la société auxquelles la statistique publique doit répondre en priorité.

Le bilan annuel du Cnis est un appui important pour ce dialogue. Il fait également l'objet d'une présentation synthétique et d'un échange avec l'Autorité de la statistique publique chaque année. Ce fut le cas le 16 décembre 2010 pour ce bilan 2010.

Cette deuxième version, enrichie par rapport au bilan 2009, est encore perfectible. Le secrétariat du Cnis s'y emploiera en fonction de vos remarques.

La concertation au sein du Cnis s'est organisée, pour la première fois en 2010, autour de sept commissions, reprenant les grands thèmes d'actualités.

Après un an d'expérience, le bilan de ce nouveau fonctionnement est très encourageant. Nous avons clairement observé dans les échanges une représentation plus équilibrée des différentes composantes de la société civile, associations, organisations professionnelles et syndicales, chercheurs, administrations et bien sûr statisticiens. La qualité des débats s'en est améliorée.

Le bilan 2010 du programme de travail de la statistique publique est positif, malgré un contexte de moyens plus contraints et de participation croissante à la statistique européenne. Des progrès restent à accomplir, par exemple dans la connaissance des tensions sur le marché du travail ou encore la compréhension des effets de la mondialisation sur l'économie. Mais, sur ces points comme sur d'autres, le Cnis constate avec satisfaction que ses avis pèsent de plus en plus dans les travaux des producteurs de statistiques publiques.

Deux sujets transversaux souvent évoqués en 2010 méritent une attention particulière car ils conditionnent de plus en plus la capacité de la statistique publique à répondre aux besoins actuels des utilisateurs.

Il s'agit d'une part de la possibilité d'utiliser plus largement les fichiers administratifs pour établir des statistiques. Ceci permettrait d'élargir le champ de la connaissance sans pour autant augmenter la charge de collecte. Les avis du Cnis pointent en particulier l'accès qui serait nécessaire aux sources détenues par l'Autorité de contrôle prudentiel sur les risques bancaires ainsi qu'à certains fichiers fiscaux, très utiles pour ventiler les dépenses de l'État au niveau de la région ou encore pour définir la politique du logement au niveau local.

Les producteurs font par ailleurs le constat de la nécessité croissante de recourir à des appariements de fichiers individuels pour répondre aux attentes fortes en matière de connaissance des trajectoires : sociales, scolaires, professionnelles, familiales, résidentielles, médicales...

Sur ces deux sujets, le Cnis s'efforcera de trouver des solutions techniques et juridiques, auprès de l'Autorité de la statistique publique et du service statistique public pour que les statistiques attendues soient produites sans confusion possible avec les usages administratifs des fichiers concernés et dans le respect total de la confidentialité des données individuelles.

Le Président du Cnis

Jean-Pierre DUPORT

1 La mise en œuvre des orientations du Cnis dans le programme 2010 de la statistique publique

Lors de son assemblée plénière du 28 janvier 2010, le Cnis a émis environ 80 avis sur le programme de la statistique publique de l'année 2010.

Ces avis expriment trois grands domaines de préoccupations :

- *Le contexte* dans lequel la statistique publique travaille et ses conséquences sur les résultats attendus : ses moyens, sa contribution aux travaux européens et internationaux, sa participation à l'évaluation des politiques publiques et sa capacité à mobiliser les sources administratives pour mieux répondre aux attentes.
- *Les réponses concrètes* apportées par les producteurs aux besoins exprimés, qui portent en 2010 principalement sur les statistiques nécessaires à la compréhension de la crise et de ses conséquences, que ce soit dans le domaine social ou dans le domaine économique. Ces besoins concernent aussi les deux thématiques transversales : le développement durable et la connaissance des territoires.
- *Les modalités d'accès* aux statistiques et leur communication.

1.1 Le contexte

La question des moyens

L'année 2010 a été particulièrement marquée par la réduction des moyens affectés à la statistique publique.

Les effets en ont été, pour l'instant, peu perceptibles. Certains travaux ont cependant été reportés, comme le démarrage du groupe de travail sur les statistiques financières ; d'autres suscitent des inquiétudes, comme l'enquête « Logement », déjà décalée dans le temps (sept ans de distance avec la précédente), et pour laquelle une éventuelle réduction de son échantillon mettrait en cause le pilier de l'observation du logement.

Le manque de moyens pourrait à terme fragiliser le dispositif d'observation statistique.

Le Cnis souhaite engager dès 2011 un travail plus étroit avec les producteurs afin de mieux identifier les conséquences des réductions budgétaires sur la production attendue.

La contribution aux statistiques européennes et internationales

La moitié des enquêtes présentées devant le Cnis sont liées à des règlements européens ou des projets internationaux. Ceci atteste de la nécessaire mutualisation de l'observation dans des domaines de compétence qui dépassent désormais le seul cadre français.

La participation de plus en plus active du service statistique public aux nombreux groupes de travail européens témoigne de sa volonté d'y relayer les besoins et travaux nationaux comme les nomenclatures sociales, le profilage des groupes ou encore les avancées suite au rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi.

Cependant cette participation doit rester compatible avec les moyens nécessaires pour répondre aux demandes nationales, qui demeurent importantes notamment dans le domaine social, celui des services publics, du logement ou encore l'action locale.

Le Service Statistique Européen devrait avancer dans la définition de priorités négatives pour laisser aux états membres la capacité de répondre aux demandes nationales.

Le Cnis est prêt, pour sa part, à effectuer des priorités dans ses demandes. C'est ainsi que le groupe de travail sur les associations présidé par Edith Archambault a classé ses recommandations par ordre d'importance. Le Cnis souhaite cependant que cette définition des priorités négatives se fasse en synergie avec l'Europe d'une part et avec le service statistique public d'autre part.

La mise à contribution des services statistiques ministériels pour l'évaluation des politiques publiques prend de l'importance. Les commissions du Cnis observent la présentation, parfois dans l'urgence, d'enquêtes destinées à l'évaluation de nouvelles mesures. Cela a été le cas pour le RSA ou l'école deuxième chance. La question de la distance à garder entre la fonction de production

statistique et le pilotage politique se pose parfois, comme par exemple pour l'enquête sur les sortants de l'université. *Le Cnis insiste sur la concertation en amont sur ces projets d'enquête et sur la diffusion des résultats.*

L'utilisation des fichiers administratifs et la confidentialité des données. Les données administratives sont indispensables pour rendre compte de la diversité des situations et suivre les parcours individuels, que ce soient les parcours de santé, l'insertion sur le marché du travail ou la transition entre emploi et retraite. Cependant toutes les mesures doivent être prises pour garantir la confidentialité des données individuelles. La Ligue des droits de l'homme a alerté le Cnis sur ce point, prenant exemple de l'utilisation des données à l'Éducation nationale.

Le Cnis encourage la mise en place de procédure de cryptage des identifiants qui permettrait l'établissement des statistiques attendues en toute confidentialité.

L'accès aux sources d'informations disponibles, est parfois difficile. C'est le cas notamment pour l'information que détient l'Autorité de contrôle prudentiel sur les risques bancaires et pour l'accès à certains fichiers fiscaux, très utiles pour ventiler les dépenses de l'État au niveau des territoires ou pour définir la politique du logement au niveau local.

La mise en place d'un groupe de travail sur les statistiques financières ainsi qu'un nouveau contact avec la DGFIP en 2011 devraient faire progresser ces questions.

1.2 Compréhension de la crise et de ses conséquences dans le domaine social

▪ Le marché du travail

Les travaux engagés depuis 2008 dans le prolongement du rapport du groupe de travail présidé par Jean-Baptiste de Foucauld ont permis de disposer à temps des indicateurs nécessaires pour mesurer l'évolution du chômage et de son halo au niveau national.

Pour une analyse complète du marché du travail, la statistique publique doit encore *progresser sur la connaissance des tensions sur le marché du travail, demande forte, notamment du Medef, et sur la compréhension de la récurrence du chômage par l'analyse des transitions entre emploi et chômage.*

▪ Les inégalités de conditions de vie et de pouvoir d'achat

De grandes avancées ont été réalisées par le service statistique public ces dernières années suite aux recommandations des rapports des groupes de travail présidés par messieurs Jacques Freyssinet et Alain Quinet : publication des principaux indicateurs d'inégalités, rapprochement des données macro économiques et des informations individuelles, décontraction des comptes par catégorie de ménages et le revenu disponible par unité de consommation. Le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi a donné une nouvelle impulsion à ces travaux avec ses développements sur le bien-être et la qualité de vie.

Des indicateurs permettent d'apprécier les conséquences de la crise sur la vie quotidienne des ménages, à l'exemple de ceux concernant la consommation des ménages et leurs opinions sur la conjoncture économique. *Cependant, certains indicateurs, comme le taux de pauvreté portent sur des données trop anciennes, ce qui n'est pas satisfaisant.*

▪ Le logement

Les statistiques du logement et de la construction

Le groupe de travail sur « l'information statistique sur le logement et la construction », présidé par Bernard Vorms, directeur général de l'Anil, a mis en évidence une surabondance d'informations sans que les utilisateurs puissent toujours clairement savoir à quoi ces chiffres correspondent. Il insiste sur la transparence nécessaire des méthodes utilisées. Il considère que des données privées peuvent dans certains cas contribuer à combler le manque de statistiques publiques conjoncturelles à condition que les utilisateurs soient informés de leur fiabilité.

En suivant les recommandations du groupe de travail, le bureau du Cnis a préconisé une procédure d'*étalonnage des données privées* sous la responsabilité du Cnis. Une première expérimentation sera faite à partir des données de la Fnaim. Le bureau du Cnis se prononcera formellement sur la suite à donner à cette expérimentation au premier semestre 2011.

La préoccupation du Cnis est de répondre à une vraie demande sociale et permettre à l'opinion publique de s'y retrouver dans le foisonnement des chiffres dans certains domaines.

Le *fichier fiscal Filocom*¹ est par ailleurs une source qui permettrait aux décideurs locaux de disposer d'information au niveau géographique fin, celui de la politique du logement. Ces informations sont difficilement accessibles pour des raisons de secret fiscal. *Cette difficulté pourrait être résolue par une procédure d'anonymisation.*

Pour le suivi du marché des logements anciens, la source notariale est privilégiée. La loi n°2011-331 du 28 mars 2011 relative à la modernisation des professions juridiques crée, à la charge de la profession notariale, une mission de service public de collecte, de centralisation et de diffusion de l'information relative aux mutations d'immeubles à titre onéreux. *Cette base légale également devrait permettre d'avancer vers une information exhaustive.*

Pour la construction neuve, la base Sitadel qui suit les permis de construire, gagnerait - pour mieux répondre aux attentes des utilisateurs - à être géolocalisée.

Le « mal logement »

Le groupe de travail, présidé par Marie-Thérèse Join-Lambert, émettra en 2011 des propositions pour améliorer la mesure et la connaissance du « mal logement ». La statistique publique a engagé des travaux importants pour définir et dénombrer les personnes exclues du logement. Une enquête sur les sans-domicile est notamment prévue en 2012.

Le groupe a alerté sur certains risques concernant l'enquête Logement de 2013 : retard dans sa réalisation, réduction de son échantillon, mettant en cause le cadrage national indispensable de l'observation du logement.

1.3 Compréhension de la crise et de ses conséquences dans le domaine économique et financier

▪ Globalisation de l'économie

Le nouveau système d'informations structurelles sur les entreprises (*Ésane*) livre ses premiers résultats. Ce nouveau dispositif, imbriquant données administratives et données d'enquêtes, sera plus cohérent et rendra mieux compte du système productif du 21^e siècle.

Il génère cependant des ruptures au niveau des résultats produits par rapport au système précédent. Ces divergences sont dues au dispositif mais également au changement de nomenclature. *Les organisations professionnelles et les économistes demandent instamment que les résultats publiés soient accompagnés de toutes les indications nécessaires à leur compréhension pour éviter les erreurs d'interprétation.*

Pour avancer dans la compréhension des mécanismes de la globalisation, il serait sans doute nécessaire de disposer d'un système d'information sur *l'activité économique des filiales de groupes à l'étranger, des échanges intragroupes et des bénéfiques réinvestis à l'étranger*. Dans ce domaine une enquête à vocation annuelle a été réalisée en 2010 sur l'activité des filiales mais les deux autres volets restent à explorer.

▪ Analyse des nouvelles organisations des activités productives

Le Cnis demande avec les organisations professionnelles, le Medef, la CGPME et les chercheurs représentés au Cnis, que l'accent soit mis sur *l'analyse des nouvelles organisations des activités productives*.

Pour mieux appréhender la notion d'entreprises, l'Insee a initié la phase 2 du système ESANE, visant à profiler les groupes. Il pilote en même temps un groupe d'expertise européen consacré à ce sujet, qui vise à définir une méthodologie cohérente, prenant en compte l'insertion des grands groupes dans la mondialisation.

Par ailleurs, le séminaire organisé le 19 novembre 2010 par l'Insee, sous l'égide du Cnis, sur l'organisation en réseau d'enseignes a eu beaucoup de succès auprès des professionnels et de premiers travaux sont entrepris pour les prendre en compte dans le futur répertoire statistique.

▪ Transparence du système bancaire

La crise financière a fait apparaître les lacunes du dispositif d'observation du système financier. Les travaux du groupe de travail présidé par Gilles de Margerie avaient mis en évidence l'écart entre la

¹ *Fichier des LOgements par COMmunes*

valeur ajoutée des services financiers et le produit net bancaire mesuré par les comptes de la profession. L'écart étant dû, pour une grande partie, aux activités des banques d'investissement et de financement pour lesquelles les banques interviennent pour leur compte propre, le besoin d'approfondir *l'analyse du secteur bancaire par métier* pour établir des diagnostics pertinents devient une priorité.

Le groupe de travail Insee, Banque de France et Autorité de contrôle prudentiel (ACP), constitué à cet effet, débutera en 2011, avec un peu de retard.

Les observateurs du secteur bancaire ont également regretté de ne pas disposer de l'information sur la *solvabilité et la liquidité du système bancaire*, pour mieux appréhender le niveau de la prise de risques, le niveau des fonds propres ou la liquidité des établissements de crédit. Le Cnis demande la publication de statistiques dont devrait disposer l'Autorité de Contrôle Prudentielle. Sur ce sujet il semble qu'il faudra attendre que des décisions soient prises au niveau européen.

A propos des relations entre finances et entreprises, les économistes demandaient où trouver l'information qui leur permette de dire s'il existe oui ou non un *credit crunch* (rationnement du crédit) pour les PME. Cette information est maintenant disponible avec la sortie d'une publication de la Banque de France sur le crédit aux entreprises et l'enquête lancée par l'Insee sur le crédit aux PME.

Le groupe de travail présidé par Pierre Valentin a débouché sur une définition consensuelle du *microcrédit* prenant en compte les souhaits ministériels, et compatible avec les définitions européennes. La Banque de France met en place un dispositif statistique qui permettra d'en quantifier les différentes composantes, selon notamment la taille de l'entreprise (moins de 10 ou moins de 3 salariés) et selon qu'il s'agit d'un crédit ou d'une participation en fonds propres (prêt d'honneur).

1.4 Développement durable

La Conférence nationale sur les indicateurs de développement durable, organisé avec le CESE et le Commissariat général au développement durable, le 20 janvier 2010, a été le point d'orgue de la concertation avec les associations et les organisations syndicales et professionnelles. L'Insee et plusieurs services statistiques ministériels - SOeS, Dares, Drees, SSP - ont mis au point et publié *les indicateurs du tableau de bord retenu dans le cadre de la Stratégie nationale du développement durable*. Le Cnis a demandé qu'un groupe technique continue à perfectionner ces indicateurs et à les compléter si nécessaire. Il poursuivra par ailleurs la concertation sur les indicateurs territoriaux.

Les indicateurs environnementaux de développement durable ont été enrichis conformément aux recommandations de la Commission Stiglitz sur la durabilité environnementale et des progrès ont été réalisés également pour évaluer progressivement l'ensemble des coûts environnementaux en articulation avec les grands agrégats de la comptabilité nationale.

1.5 Territoires

Le *recensement* reste la source privilégiée d'informations sur les territoires. Le Cnis a apprécié le respect du calendrier de diffusion annoncé de résultats statistiques précieux pour les collectivités. La périodicité annuelle est aussi une avancée importante, même si l'utilisation n'en est pas aisée. Un groupe de travail du Cnis, présidé par Marcel Belliot, fera des propositions pour faciliter l'accès sur internet à ces données.

La mise à disposition des mairies d'une information sur les modalités du calcul de la population légale, à l'initiative du Cnis et plus précisément de la Commission nationale d'évaluation du recensement de la population présidée par le sénateur Jean-Claude Frécon, a été très appréciée.

L'utilisation à des fins statistiques du fichier des *déclarations annuelles de données sociales* (DADS) pour l'ensemble des salariés du public et du privé, permettra d'élargir le champ des études locales. Les travaux engagés sur les *estimations localisées d'emploi* produiront des informations cohérentes entre les différents niveaux géographiques.

D'autres fichiers administratifs utiles, notamment ceux de la DGFIP, ne sont pas encore disponibles. Le rapport du groupe de travail présidé par Bernard Vorms préconise un usage élargi du fichier Filocom pour mieux appréhender les trajectoires résidentielles. Le rapport du groupe de travail présidé par Francis Cuillier fait état du besoin de recourir aux fichiers fiscaux sur les propriétés pour

l'analyse de l'extension des zones bâties dans des périmètres où se définissent des schémas de cohérence territoriale (Scot).

Une forte demande s'exprime au Cnis sur la cohérence méthodologique des statistiques locales : cohérence entre les différentes sources statistiques disponibles sur un même sujet, cohérence dans les nomenclatures, les concepts, les méthodes et cohérence des statistiques produites à partir des fichiers de gestion des conseils généraux. Les travaux engagés avec les conseils généraux pour définir et construire en commun les indicateurs sociaux départementaux devraient être une opération pilote en la matière.

Les dernières avancées dans la production et la diffusion des statistiques sur les effectifs de population selon un *maillage au carreau* sont porteuses d'espoir pour l'avenir. Il sera ainsi possible de disposer d'informations multi-thèmes au niveau infra communal, sur des quartiers cohérents avec l'intervention publique.

1.6 Modalités d'accès aux statistiques et leur communication.

La multiplication des bases de données et fichiers, désormais accessibles via le site Insee.fr génère un besoin important d'accompagnement pour la manipulation et l'interprétation des statistiques.

La mise à disposition de fichiers de données individuelles, désormais accessibles via insee.fr ou des centres spécialisés (Quetelet, Centre d'Accès Sécurisé à Distance) pour les chercheurs engendre de leur part un besoin de visibilité sur les circuits qui permettent d'y accéder, le calendrier de mise à disposition des fichiers de différentes enquêtes en cours ainsi que la nécessité d'une documentation détaillée pour traiter ces fichiers.

Le Cnis exprime également le souhait que la statistique publique poursuive ses efforts de présentation pédagogique des indicateurs qu'elle produit, tant en direction du grand public que de la presse.

2 Activité de la statistique publique en 2010

2.1 *La diffusion d'informations nouvelles*

Sans prétendre être exhaustive, l'annexe de ce bilan fait la liste, pour chaque commission, des informations « nouvelles » qui ont été publiées par la statistique publique en 2010.

Il s'agit d'informations n'ayant jamais été publiées auparavant ou bien n'étant publiées que de façon épisodique.

On peut noter un écho particulier, du fait de leur actualité ou de leur nouveauté, des publications suivantes :

Dans le domaine social

- Les résultats de l'enquête Trajectoires et Origines (TeO) 2008, sur la diversité des populations, publiés par l'Ined et l'Insee
- Les statistiques sur les très haut revenus de 2004 à 2007 - Insee à partir des déclarations fiscales de revenu
- Les dynamiques de la pauvreté monétaire - Insee à partir du panel des statistiques sur les ressources et les conditions de vie
- Les premiers résultats de l'enquête Patrimoine 2010
- Les statistiques sur les très hauts salaires du secteur privé, jusqu'alors inédites (issues des DADS 2007) - Insee
- Les conditions difficiles de logement - Insee
- Les analyses sur l'emploi des seniors de la Dares
- Les analyses sur l'insertion professionnelle, à partir de l'Enquête Génération 2004 du Cereq (Interrogation 2007)
- Les premiers résultats de l'Enquête Handicap-Santé 2008, qui dressent un portrait de la santé et du handicap en France. Insee-Drees
- Les nouvelles projections de population à l'horizon 2060, au niveau national et régional, par l'Insee.

Dans le domaine économique et financier

- Les premiers résultats structurels sur les entreprises issus du nouveau dispositif Esane - Insee
- Les premières statistiques sur quatre nouvelles catégories d'entreprises pour une meilleure vision du tissu productif - Insee
- Les travaux sur les réseaux d'enseignes (dans l'habillement, dans les services) - Insee
- Les résultats de l'enquête nationale et communautaire CIS 2008 (« Community innovation survey ») sur les sociétés innovantes de 10 salariés ou plus, au niveau national et dans quelques régions. Insee
- L'analyse des déterminants de la multibancarité des entreprises en France par la *Banque de France*
- La contribution de la statistique publique au rapport sur la situation des finances publiques réalisé par *Paul CHAMPSAUR et Jean-Philippe COTIS*

Dans le domaine du développement durable et de l'environnement

- La publication des indicateurs de la stratégie nationale de développement durable 2010-2013 - MEDDTL - SOeS - Insee
- La consommation intérieure de matières - SOeS
- Les premiers résultats sur les émissions de CO₂ du circuit économique en France - SOeS - Insee
- Une mesure de la qualité de vie présentée dans « France, portrait social » - Insee
- Les résultats détaillés de l'enquête nationale Transport et déplacement 2008 - SOeS
- Les pratiques phytosanitaires en agriculture - SSP
- Les disparités des revenus en agriculture - SSP

Sur les territoires

Des résultats innovants, publiés par l'Insee :

- Analyse des conséquences de la crise sur l'emploi dans les régions
- Analyse fonctionnelle des emplois et cadres des fonctions métropolitaines de 1982 à 2007
- Sphères présenteielle et non présenteielle
- par le SSP : l'utilisation du territoire

Voir la liste des diffusions « nouvelles » au niveau de chaque commission en annexe.

2.2 Les opérations statistiques

2.2.1 Profil des enquêtes en 2010

La statistique publique a procédé à 120 enquêtes en 2010, hors enquêtes de branche et enquêtes régionales.

Le profil des enquêtes diffère selon les domaines

Le domaine « entreprises et stratégie de marché » est particulièrement concerné : il s'appuie sur 55 de ces enquêtes. Il faut cependant noter le caractère spécifique des enquêtes de ce domaine : elles sont très majoritairement répétitives et liées à des règlements européens.

Par comparaison, les enquêtes du domaine social et surtout du domaine de l'emploi répondent plus souvent à des préoccupations nationales et sont plus récentes.

Les enquêtes sont réalisées en majorité par les Services Statistiques Ministériels

Les Services Statistiques Ministériels sont en charge de 60 % des enquêtes de la statistique publique. Le SOeS et le SSP réalisent à eux seuls plus de la moitié de ces enquêtes.

Plus de la moitié des enquêtes servent à alimenter la statistique européenne

Seules 19 enquêtes sont réalisées selon un questionnaire totalement (pour 6 d'entre elles) ou partiellement défini dans un règlement européen.

La statistique publique garde donc une grande latitude au niveau du questionnement pour une centaine d'enquêtes. Cependant la moitié d'entre elles servent à alimenter la statistique européenne.

Une grande majorité (60%) d'enquêtes répétitives...côtoient 40 % d'enquêtes récentes

La grande majorité des enquêtes de la statistique publique sont répétitives : elles se répètent tous les ans, trimestres, mois...depuis au moins 5 ans.

Ceci laisse néanmoins la place à des investissements nouveaux ; c'est ainsi qu'en 2010 :

- 17 enquêtes répétitives ont moins de 5 ans
- 28 enquêtes ponctuelles ont été réalisées.

Nous ne disposons malheureusement pas de statistiques sur les enquêtes répétitives abandonnées, qui n'auraient pas demandé de nouvel avis d'opportunité.

2.2.2 Dénombrement des enquêtes de la statistique publique en 2010

Champ : enquêtes ayant obtenu un visa en 2010, hors enquêtes de branche et enquêtes régionales.

Tableau 1 : Nombre d'enquêtes par commission, part des enquêtes récentes

Commission	Enquêtes 2010		Part des enquêtes récentes* ou apériodiques**	Part des enquêtes annuelles ou infra-annuelles reconduites
	Nombre	Part		
Démographie et questions sociales	16	13%	62%	38%
Emploi, qualification et revenus du travail	20	17%	45%	55%
Entreprises et stratégie de marché	55	46%	25%	75%
Environnement et développement durable	10	8%	20%	80%
Services publics et services aux publics	16	13%	50%	50%
Système financier et financement de l'économie	2	2%	50%	50%
Territoires	1	1%	0%	100%
Total	120	100%	37%	63%

Source : bilan détaillé du Cnis 2010

* Une enquête est « récente » quand elle est réalisée dans le cadre de sa première labellisation. Elle a donc moins de 5 ans.

** Une enquête apériodique est effectuée ponctuellement, avec une périodicité supérieure à un an, comme par exemple le recensement de l'agriculture.

Tableau 2 : Services producteurs

Service Producteur	Sigle	Nombre d'enquêtes	Parts
Banque de France	BDF	1	
Centre d'études et de recherches sur les qualifications	Cereq	1	
Centre de recherche en économie et statistique	Crest	2	
Direction générale de l'enseignement et de la recherche	Dger	2	
Institut d'études politiques	IEP	1	
Institut de recherche et documentation en économie de la santé	Irdes	1	
Sous-total des organismes hors service statistique publique		8	7%
Institut national de la statistique et des études économiques	Insee	43	36%
Service de l'observation et des statistiques	SSM-SOeS	19	
Service de la statistique et de la prospective	SSM-SSP	19	
Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques	SSM-Dares	10	
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche - Sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques	SSM-Sies	7	
Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance	SSM-Depp	6	
Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques	SSM-Drees	4	
Bureau central des statistiques de la pêche et de l'aquaculture	SSM-BSPA	2	
Département des statistiques, des études et de la documentation	SSM-Immigration	1	
Mission des études, de l'observation et des statistiques	SSM-Meos	1	
Sous-total Services Statistiques Ministériels (SSM)		69	57%
Total		120	100%

Source : bilan détaillé du Cnis 2010

Tableau 3 : Liens des enquêtes à la demande européenne

Commission	Nombre d'enquêtes	Part des enquêtes :			Total
		dont le questionnaire est entièrement ou partiellement défini par l'Europe	qui servent à répondre à un règlement européen	qui ont un objectif uniquement national	
Démographie et questions sociales	16	38%	6%	56%	100%
Emploi, qualification et revenus du travail	20	5%	20%	75%	100%
Entreprises et stratégie de marché	55	16%	56%	27%	100%
Environnement et développement durable	10	20%	60%	20%	100%
Services publics et services aux publics	16	0%	31%	69%	100%
Système financier et financement de l'économie	2	50%	0%	50%	100%
Territoires	1	0%	100%	0%	100%
Total	120	16%	40%	44%	100%

Source : bilan détaillé du Cnis 2010

Tableau 4 : Périodicité des enquêtes

	Enquêtes 2010		Part dans les enquêtes récentes ou aperiodiques	
	Nombre	Part	Nombre	Part
1 : Ponctuelle ou pluriannuelle	28	22%	28	100%
2 : Annuelle	53	46%	13	25%
3 : Trimestrielle	16	13%	4	25%
4 : Mensuelle	13	11%		0%
5 : Autres infra-annuelles	10	8%		0%
Total	120	100%	45	38%

Source : bilan détaillé du Cnis 2010

2.2.3 Les autres opérations en 2010

Ce bilan fait pour la première fois le recensement des opérations statistiques basées sur des sources administratives.

(Voir en annexe la liste des opérations statistiques, pour chaque commission).

Cette première approche montre, si besoin était, la place importante des sources administratives dans la production statistique.

Tous les domaines appuient leur production sur des sources administratives. Elles en sont souvent le socle, notamment pour une approche locale, qui nécessite souvent l'exhaustivité de l'information.

Domaine	Principales sources administratives utilisées
Démographie	Etat-civil
Immigration	Bénéficiaires de titres de séjour Fichier des naturalisations Fichier des visas ...
Revenus et prestations sociales	Fichiers fiscaux : déclarations des revenus et fichiers de la taxe d'habitation de la DGFIP Données sur les prestations de la Cnaf, de la Cnav et de la CCMSA
Emploi , chômage, formation professionnelle	Bordereaux Ursaff MSA (Mutualité sociale agricole) Fichiers de paye des trois fonctions publiques (DGFIP). DADS Déclarations annuelles de données sociales Fichier des agents de la Défense Unedic, fichier de gestion de l'assurance chômage Déclaration mensuelle des mouvements de main-d'œuvre (DMMO) Fichiers de bénéficiaires de politiques d'emploi et de formation Déclarations 24-83 sur les dépenses de formation des entreprises de 10 salariés et plus Déclarations des particuliers employeurs
Santé	SNIIR-AM : système d'information unifié de l'assurance maladie CMUC : Couverture médicale universelle complémentaire
Education	Systèmes de gestion des élèves : système d'info du 1er degré : base élèves Système d'info du 2er degré : « scolarité », SIFA (apprentis) Système de gestion des étudiants : SISE (étudiants)
Pratiques culturelles et sportives	Exploitation de plusieurs sources administratives (voir annexe)
Justice, Criminalité et délinquance	Activités par juridictions « Etats » 4001 des crimes et délits constatés par la police et la gendarmerie (DCPJ). « Mains courantes » déposées dans les commissariats Contraventions enregistrées par la gendarmerie nationale
Services publics, équipements	REE-Sirene Ramsese : Répertoire Académique et Ministériel Sur les Établissements du Système Éducatif du ministère chargé de l'éducation. Adeli : Automatisation DEs Llistes de professionnels de la santé- Finess : National des Établissements Sanitaires et Sociaux du ministère chargé de la santé et de la protection sociale. ...
Agriculture	Déclarations de surfaces, d'aides végétales, droit à paiement unique Aides animales Quotas laitiers Aides du deuxième pilier

	Registre parcellaire graphique Base de données nationale d'identification
Logement	Permis de construire (Sitadel) Filocom : appariement des déclarations des revenus-IRPP (DGFIP) de la taxe d'habitation (DGFIP) et du fichier des propriétaires et du fichier des propriétés bâties. Exploitation des transactions immobilières enregistrées par les notaires
Entreprises	Répertoire des entreprises et des établissements (REE) Déclarations au Bodacc (Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales) Exploitation des déclarations de bénéficiaires des entreprises aux Impôts (BIC, BNC, BA) Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
Finances	Situations comptables des établissements de crédit, Déclarations transmises par les OPCVM monétaires Dépôts collectés par La Poste et le Trésor, BAFI : Bases de Données des Agents Financiers
Commerce extérieur	Déclarations en douane Déclarations d'échanges de biens pour l'UE (DEB)
Transport	Fichier Central des Automobiles alimenté par les mouvements de certificats d'immatriculations Fichier de contrôles techniques géré par l'Organisme Technique Central (OTC-UTAC) Banque de données annuelles SitraM.

3 Bilan détaillé par commission

Cette partie présente les travaux de la statistique publique pour chacun des domaines traités par les sept commissions du Cnis.

<i>Commission</i>	<i>Page</i>
A - Démographie et questions sociales	21
B - Emploi, qualification et revenus du travail	30
C - Entreprises et stratégies de marché	39
D - Environnement et développement durable	47
E - Services publics et services aux publics	52
F - Système financier et financement de l'économie	61
G - Territoires	65

Pour chacun de ces sept domaines, cette annexe recense les éléments qui suivent.

1 - Les statistiques publiques du domaine

Ce chapitre liste les sujets qui sont traités par la statistique publique dans le domaine concerné

2 - Les opérations de production permanentes ou récurrentes du domaine

Ce chapitre liste les travaux permanents ou récurrents dans le domaine, en distinguant les enquêtes des autres opérations, qui reposent, pour la plupart, sur l'exploitation de sources administratives.

Ce chapitre comporte 3 sous-chapitres :

- Les enquêtes répétitives (annuelles et infra annuelles)
- Les enquêtes à périodicité pluriannuelle
- Les autres opérations de production statistique courantes

3 - Les apports nouveaux en 2010

Ce chapitre identifie les apports nouveaux de la statistique publique sur l'année écoulée :

- opérations statistiques nouvelles (ou rééditées après plusieurs années),
- diffusion de résultats inédits ou publiés de façon épisodique.

La notion de « nouveauté » est en partie subjective et soumise à l'appréciation des producteurs.

Ce chapitre comporte 2 sous-chapitres :

- Les opérations de production nouvelles en 2010 : enquêtes et autres opérations
- La diffusion nouvelle en 2010

4 - Le suivi des avis 2010

Ce chapitre décrit l'avancement des travaux suite aux avis exprimés par le Cnis pour l'année concernée.

A - Démographie et questions sociales

Le champ de compétence de cette commission concerne l'observation des populations, de leurs revenus et de leur patrimoine, du pouvoir d'achat et de la mesure des prix à la consommation, des conditions de vie sous ses différents aspects.

Les producteurs intervenant dans ce domaine.

Insee	Services statistiques ministériels (SSM)	Autres organismes
Département de la démographie Département des prix à la consommation, des ressources et des conditions de vie des ménages. Unité des études démographiques et sociales	Deps - Culture DGAFP - Fonction publique Drees - Santé et solidarités DSED - Immigration SOeS - Développement durable (environnement, énergie, construction, logement et transports) Meos - Jeunesse, sports, vie associative SDSE - Justice	Cnaf - Caisse nationale d'allocations familiales Cnav - Caisse nationale d'assurance vieillesse Ined - Institut national des études démographiques* MSA - Mutualité sociale agricole Notaires (partenariat Insee)

A.1 Les statistiques publiques du domaine « Démographie et questions sociales »

Statistiques	Producteurs
> Démographie	
Bilan démographique de la France	Insee
Estimations de population - France, régions et départements	
Projections de population et de ménages	
Population : caractéristiques socio-démographiques, famille-ménages, mariages Immigration - Flux migratoires internes, externes	
Suivi démographique national et international. Familles, fécondité, mortalité, immigration.	Ined
Divorces, Pacs et adoptions	SDSE - Justice
Immigration : visas, titres de séjours, contrats d'accueil et d'intégration, demandes d'asile, naturalisations....	DSED - Immigration
> Revenus, patrimoine, prix, pouvoir d'achat, pauvreté	
Prix à la consommation et prix de la grande distribution	Insee
Comptes nationaux de revenu, pouvoir d'achat et consommation des ménages, budget des familles	
Revenus et patrimoine des ménages.	
Inégalités de niveaux de vie	
Pauvreté monétaire et pauvreté en conditions de vie	
Minimas sociaux : RSA, minimum vieillesse, parent isolé, adultes handicapés...	Drees
Allocataires et allocations versées par les caisses d'allocations familiales.	Cnaf
Bénéficiaires et montants de l'assurance vieillesse	Cnav
Bénéficiaires du régime agricole : cotisants, prestations	MSA
> Logement	
Maisons individuelles : caractéristiques et prix des terrains à bâtir et des maisons.	Insee
Parc locatif social : parc, vacance et mobilité, prix des loyers	
Comptes du logement	
Logements et occupants (type de ménages, revenus)	
Parc de logement et ses occupants	
Conditions de logement des ménages, confort, effort financier, statuts d'occupation	
Sans-abri, sans-domicile	
Loyers des maisons et appartements (indice)	Notaires-Insee
Prix des logements anciens	

Statistiques	Producteurs
➤ Conditions de vie (hors logement)	
Opinion des ménages sur l'économie et leur situation personnelle	<i>Insee</i>
Équipement et usages des ménages en technologies de l'information et de la communication	
Emploi du temps	
Parité	
Participation électorale	
Pratiques culturelles des français	<i>Deps-Culture</i>
Pratiques sportives et associatives des français	<i>Meos-Jeunesse, sports et vie associative</i>

A.2 - Les opérations de production permanentes ou récurrentes

➤ Les enquêtes répétitives

Enquête légère sur les technologies de l'information et de la communication (TIC)	A	Insee - DSDS
Enquête de conjoncture auprès des ménages (CAMME)	M	
Enquête sur les services de télécommunications	A	
Indice des prix à la consommation (IPC)	M	
Enquête nationale loyers et charges	T	
Statistiques sur les ressources et les conditions de vie (SRCV)	A	
Enquêtes annuelles de recensement de la population	A	
Enquête conjoncturelle sur les loyers auprès des bailleurs sociaux	T	
Enquête sur le prix des terrains à bâtir (EPTB)	M	SOeS
Enquête sur le parc locatif social (EPLS) - Dernière année car mise en place d'un répertoire des logements sociaux à partir de 2011.	A	
Enquête commercialisation des logements neufs (ECLN)	T	
Indice du coût de la construction et du prix de revient des logements neufs (ICC-PRLN)	T	
Enquête des prix des travaux d'entretien amélioration de logements (IPEA)	T	

➤ Les enquêtes à périodicité pluriannuelle

Enquête Emploi du temps - 1966, 1974, 1985 et 1998.2009	Insee - DSDS
Enquête Budget de famille - environ tous les 5 ans - prochaine : 2010-2011	
Enquête sur les sans-abri - 2001, 2012 (expérimentale en 2009)	
Enquête Famille et logement 1962, 1975, 1982, 1990 et 1999, 2011	
Enquête handicap-santé, 2008 (ménages) et 2009 (institutions) fait suite à l'enquête HID de 1998-1999	
Enquête logement 1988, 1992, 1996, 2002, 2006, 2013	
Enquête sur le patrimoine des ménages - tous les six ans environ depuis 1986 - dernière en 2009	
Enquête Information et Vie Quotidienne (IVQ) - 2002, 2004, 2011	
Module complémentaire à l'enquête SRCV : <ul style="list-style-type: none"> - surendettement et exclusion financière (2008) - enquête sur les privations matérielles (2009) - partage des ressources au sein des couples (2010) 	SOeS
Enquête sur la performance énergétique de l'habitat 2013	
Enquête sur les pratiques culturelles - 5 enquêtes réalisées depuis 1973 - dernière en 2008	DEPS - Culture

➤ Les autres opérations de production statistique

Opérations	Type	Objectifs
Estimations de population Indicateurs démographiques (Insee)	Synthèse de sources : - résultats du recensement, - statistiques d'état civil - statistiques administratives sur les flux migratoires.	Estimer la population par sexe, âge au 1er janvier de chaque année ; Calcul de différents indicateurs démographiques : taux de natalité, taux de mortalité, indicateur conjoncturel de fécondité, quotients de mortalité, espérance de vie.
Statistiques d'état-civil (Insee)	Exploitation de la source administrative État-civil	Établir des statistiques de naissances, mariages, décès
Échantillon démographique permanent (Insee)	Panel réalisé à partir des - bulletins d'état civil de naissance, de mariage, de reconnaissance et de décès depuis 1968, - recensements depuis 1968	Étudier des trajectoires, des effets générationnels. fécondité, mortalité, mise en couple, migrations géographiques, mobilité sociale et professionnelle
Revenus fiscaux et sociaux (ERFS) (Insee)	Appariement de sources : - Fichiers fiscaux : déclarations des revenus de la DGFIP - données sur les prestations de la Cnaf, de la Cnav et de la CCMSA	Déterminer les revenus perçus par les ménages, y compris les prestations sociales et minimas sociaux. Mesurer le niveau de vie et la pauvreté monétaire

Opérations	Type	Objectifs
	- enquête Emploi en continu (Insee)	<i>Au niveau France métropolitaine</i>
Revenus fiscaux et disponibles localisés (RDL) (Insee)	Appariement de sources : - déclarations des revenus (DGFIP) - taxe d'habitation (DGFIP) Imputation des prestations sociales à partir des Revenus fiscaux et sociaux (ERFS)	Déterminer les revenus perçus par les ménages, y compris les prestations sociales et minimas sociaux. Mesurer le niveau de vie et la pauvreté monétaire <i>Au niveau départemental</i>
Revenus fiscaux localisés des ménages (RFL) (Insee)	Appariement de sources : - déclarations des revenus (DGFIP) - taxe d'habitation (DGFIP)	Déterminer les revenus perçus par les ménages (salaires, pensions, retraites) Analyser la distribution des revenus <i>Au niveau de territoires locaux standard</i>
Revenus des prestations sociales et minimas sociaux (drees, cnaf, cnav, msa).	<i>Voir la commission « services publics et services aux publics ».</i>	
FILOCOM (Fichier des LOgements par COMmune) <i>Maître d'ouvrage : MEDDTL SOeS</i> <i>Maître d'œuvre : DGFIP</i>	Appariement de sources : - déclarations des revenus-IRPP (DGFIP) - taxe d'habitation (DGFIP) fichiers fonciers : propriétés bâties et propriétaires	Etudier l'occupation (types de ménages) du parc de logement en fonction de ses caractéristiques. Etudier les trajectoires résidentielles.
Sitadel : suivi de la construction neuve de logements et de locaux non résidentiels	Source : permis de construire	Nb de logements et surface des locaux autorisés et mis en chantier
Indice des prix des logements anciens <i>Co-production Notaires-Insee</i>	Exploitation des transactions immobilières enregistrées par les notaires	Indice des prix des maisons et appartements <i>France métropolitaine</i>
Statistiques sur l'emploi culturel et les professions de la culture (Deps-Culture)	Exploitation de plusieurs sources administratives Audiens (cotisants au régime des retraites du spectacle), Sacem (auteurs, compositeurs et éditeurs de musique), SACD (auteurs dramatiques et audiovisuels) ; Maison des artistes (arts plastiques) aux Agessa (auteurs) ANPE culture-spectacle Caisse des congés spectacles (intermittents), Unedic (intermittents indemnisés), ... Enquête emploi en continu Recensements de la population	Etablir les statistiques sur l'emploi culturel et les professions de la culture
Statistiques sur l'immigration (DSED - Immigration)	Exploitation de plusieurs sources administratives spécifiques au domaine: - bénéficiaires de titres de séjour. - fichier des naturalisations. - fichier des visas Exploitation d'autres sources sur les populations étrangères et/ou immigrées (EEC, EAR, État-civil, DUE, DADS...)	Etablir les statistiques sur l'immigration
Statistiques sur les pratiques sportives (Meos - Jeunesse, sports et pratiques associatives).	Exploitation de plusieurs sources administratives spécifiques au domaine - Recensement des licences sportives auprès des fédérations sportives agréées. - Diplômes délivrés par le ministère - Répertoire des équipements sportifs du ministère - Fichiers Unedic : établissements et salariés du secteur sportif Comptes nationaux de l'Insee (consommation des ménages dans le domaine sportif)	Etablir les statistiques sur les pratiques sportives des français

Opérations	Type	Objectifs
Participation électorale <i>Insee</i>	Exploitation du fichier électoral, rapprochement avec l'Échantillon Démographique Permanent (EDP)	Étudier la participation électorale selon différents critères sociodémographiques. Observer l'intermittence du vote, en distinguant des votants systématiques, des abstentionnistes systématiques et des électeurs plus ou moins intermittents.
Projections de population <i>Insee</i>	Les projections de population ont pour point de départ la population par sexe et âge au 1er janvier N. Elles simulent chaque année le nombre d'hommes et de femmes de chaque âge à partir d'hypothèses sur l'évolution des trois composantes des variations de : naissances, décès, et migrations	Simuler pour un horizon donné le nombre d'hommes et de femmes de chaque âge
Projections de ménages <i>Insee</i>	Ces projections ont pour point de départ les projections de population. Elles sont basées sur des hypothèses de cohabitation.	Apprécier la demande potentielle de logements.

A.3 - Les nouveautés en 2010

> Les enquêtes nouvelles en 2010

Enquête de comparaison des niveaux de prix à la consommation entre territoires (DOM et France métropolitaine)	Insee-DSDS
Enquête sur la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale - Module complémentaire à l'enquête Emploi 2010	Insee-DSDS
Enquête Emploi du temps 2009	Insee-DSDS
Enquête « Budget des familles 2010-2011 »	Insee-DSDS
Enquête sur partage des ressources au sein du couple - Module secondaire de SRCV 2010	Insee-DSDS
Enquête "Famille et logements" 2011 (pilote)	Insee-DSDS
Enquête pilote " Programme for International Assessment of Adult Competencies " (PIAAC) Pilote en 2010 - Prévues 2012	Insee-DSDS
Enq longitudinale sur l'intégration des primo-arrivants (ELIPA)	MIINDS-DSED
Module "violence sensible de l'enq victimation "cadre de vie et sécurité"	ONDRP
Enquête sur la pratique physique et sportive en France	Meos

> Les autres opérations nouvelles en 2010

Base permanente des équipements Ajout dans la base des données sur les équipements sportifs et les gendarmeries	Insee-DSDS
Projections démographiques : population	Insee-DSDS
Projet de fichier localisé social et fiscal pour la connaissance localisée des niveaux de vie et de la pauvreté (FILOSOFI)	Insee-DSDS
Projet exploitation des données issues des systèmes d'information de la grande distribution. Les systèmes d'information des acteurs de la grande distribution contiennent de nombreuses informations pouvant être utilisées pour les comparaisons spatiales de prix, pour le calcul des prix moyens conformément aux recommandations du rapport Quinet	Insee-DSDS
Mise en place d'un indice expérimental sur les dépenses des propriétaires occupants	Insee-DSDS
Poursuite des travaux sur les flux migratoires	Insee-DSDS
Analyse des caractéristiques des associations employeuses et de leurs salariés, à partir des DADS	Meos
Mise en place d'un répertoire des logements sociaux (1 ^{er} janvier 2011)	SOeS

> La diffusion nouvelle en 2010

Origines et discriminations - Les résultats de l'enquête TeO 2008 - *Ined/Insee*

- [Etre né en France d'un parent immigré](#)
- [Les discriminations : une question de minorités visibles](#)
- [Enquête sur la diversité- Premiers résultats](#)

Revenus - Inégalités - Hauts salaires

- [Les revenus et le patrimoine des ménages - Insee Références - Édition 2010](#) - (Patrimoine 2004 et Revenus 2007)
- [Patrimoine des ménages - Une recomposition au détriment de l'épargne-logement](#) - Enquête 2009-2010 - Insee
- [Les très hauts salaires du secteur privé](#) (DADS 2007) - Insee
- [Les inégalités salariales, la construction des niveaux de vie, la redistribution](#) - France, portrait social - Édition 2010-
- [Accès aux services bancaires des ménages vivant sous le seuil de pauvreté](#) - 2009- *Crédoc*

Prix

- [Comparaison des prix entre les DOM et la métropole en 2010](#), - Insee

Logement

- [Cinq millions de ménages multipropriétaires](#) - Enquête Logement 2006 - SOeS
- [L'accession à la propriété dans les années 2000](#) . Enquête Logement 2006 - Insee
- [L'humidité dans les logements touchait un ménage sur cinq en 2006](#) . Logement 2006 - SOeS
- [Du bruit dans son logement : près d'un Français sur trois concerné en 2006](#) - SOeS
- [Le recours au crédit d'impôt - Une résidence principale sur sept rénovée entre 2005 et 2008](#) -Fichiers fiscaux Dgfiip - Insee
- [Prix des logements anciens dans les années 2000](#) - Indices Notaires-Insee - Insee -
- [Les inégalités face au coût du logement se sont creusées entre 1996 et 2006](#) - France, portrait social - Édition 2010-

Population - Projections à l'horizon 2060

- [Projections de population à l'horizon 2060 - Un tiers de la population âgé de plus de 60 ans](#) - Insee
- [15 000 centenaires en 2010 en France, 200 000 en 2060 ?](#) - Insee

Conditions de vie

- [Vie associative : 16 millions d'adhérents en 2008](#) - Enquête sur les ressources et conditions de vie 2008 (SRCV) - Insee

A.4 - Le suivi des avis 2010

1. Le Conseil(...) se félicite que l'Insee ait engagé en 2008 et 2009 la mise en œuvre de la plupart des recommandations de la commission « **mesure du pouvoir d'achat des ménages** ».(...)
Le Conseil apprécie les efforts réalisés pour mettre à disposition cette information sur le site Internet de l'Insee (www.insee.fr.). **Il demande cependant à l'Insee de veiller à ce que cette information soit facilement utilisable par l'ensemble des acteurs du débat social (partenaires sociaux, associations...).**

Description de l'opération	Compte des ménages par catégorie
Service(s) responsables du suivi	Département des comptes nationaux et département des prix à la consommation, des ressources et des conditions de vie des ménages
Réalisée, en cours, ou non ?	Compte 2003 : réalisé - comptes 2003-2007 : en cours À noter : publicité accrue sur les comptes de patrimoine
Date de collecte : Date prévue de diffusion des premiers résultats	Compte 2003 : les résultats ont été publiés dans l'ouvrage « l'économie française en 2009 ». Comptes 2003-2007 : publication prévue en 2012.

2. Le Cnis a pris note avec intérêt des recommandations de la commission Stiglitz-Sen tenant à **la qualité de la vie.** (...) **Il suivra avec intérêt les analyses qui pourront être réalisées les années suivantes, tant pour ce qui concerne les déterminants de la qualité de la vie que le ressenti des ménages quant à leur activité.**

Description de l'opération	Qualité de la vie - aspects objectifs
Service(s) responsables du suivi	Département des prix à la consommation, des ressources et des conditions de vie des ménages
Réalisée, en cours, ou non ?	Enquête emploi du temps et enquête panel sur les ressources et les conditions de vie de 2010 (SRCV) : collectes réalisées
Date de collecte : Date prévue de diffusion des premiers résultats	Emploi du temps : collecte de septembre 2009 à septembre 2010 ; diffusion des résultats fin 2011 SRCV 2010 : collecte au 2ème trimestre 2010 ; diffusion des résultats à l'automne 2011.

Description de l'opération	Qualité de la vie - aspects subjectifs
Service(s) responsables du suivi	Direction des statistiques démographiques et sociales
Réalisée, en cours, ou non ?	Études en cours - participation à une Task Force d'Eurostat dans le cadre d'un partenariat
Date de collecte : Date prévue de diffusion des premiers résultats	Un dossier de France Portrait Social 2010 a présenté des mesures objectives de la qualité de la vie à travers les conditions de vie matérielles (conditions de logement, restrictions de consommation), les contraintes financières, la santé, l'éducation, les conditions de travail, la participation à la vie publique, les contacts avec les autres, l'insécurité économique et physique. Il propose également un indicateur composite synthétisant ces différentes dimensions. Une enquête expérimentale couvrant toutes les dimensions va être proposée à la formation le 4 novembre 2010

3. Le Conseil se félicite que lui soient présentés les projets européens dans le domaine social. Il insiste particulièrement pour être tenu régulièrement au courant de l'impact de ces projets sur la cohérence du dispositif national. **Il demande qu'une information réciproque entre l'ESAC (le Cnis européen) et le Cnis se mette en place.**

Description de l'opération	Denis Durand, membre du bureau du Cnis est le représentant de la France à l'ESAC, il a rendu compte des débats lors de la réunion du bureau du Cnis du 30 juin 2010. Participation de la présidente de l'ESAC à l'assemblée plénière du Cnis le 20 janvier 2011
Service(s) responsables du suivi	Cnis
Réalisée, en cours, ou non ?	Eurostat prépare actuellement le programme à moyen terme 2013-2017. Trois groupes de travail ont été mis en place par l'ESAC, ils recourent des préoccupations du Cnis : les suites du rapport Sen-Stiglitz, l'accès des chercheurs aux données individuelles et la labellisation des données de différentes origines. Le président du Cnis a souhaité que la question des nomenclatures sociales soit également étudiée.

4. Le Conseil encourage la statistique publique à améliorer sa communication sur les conséquences que la crise actuelle aura sur la vie quotidienne des ménages. Il recommande que les sources structurelles puissent être mobilisées dans les délais les plus réduits possibles. Il souhaite qu'un bilan méthodologique du module complémentaire à l'enquête de conjoncture lui soit présenté dès le printemps 2010.

Description de l'opération	Enquête de conjoncture mensuelle auprès des ménages (Camme) - modules privations et impayés de loyers
Service(s) responsables du suivi	Département des prix à la consommation, des ressources et des conditions de vie des ménages
Réalisée, en cours, ou non ?	Privations : réalisé quatre fois par an Impayés de loyer : réalisé deux fois par an
Date de collecte : Date prévue de diffusion des premiers résultats	Privations mars, juin, septembre et décembre Des 1ers résultats ont été publiés dans France Portrait social 2009.

résultats	Impayés de loyer : avril et octobre. Un bilan sera fait en 2011
Description de l'opération	Panel sur les ressources et les conditions de vie de 2010 (SRCV) - raccourcissement des délais de publication des indicateurs de privation et des autres indicateurs sociaux
Service(s) responsables du suivi	Département des prix à la consommation, des ressources et des conditions de vie des ménages
Réalisée, en cours, ou non ?	En cours
5. Le Conseil prend acte de l'important travail méthodologique mené par le service statistique public pour améliorer l'observation des conditions de logement. (...). Il suivra avec attention la réalisation de l'enquête logement et de l'enquête auprès des sans domicile en 2012 avec des tailles d'échantillon suffisantes.	
Description de l'opération	Étude du mal-logement
Service(s) responsables du suivi	Département des prix à la consommation, des ressources et des conditions de vie des ménages
Réalisée, en cours, ou non ?	En cours
Date de collecte : Date prévue de diffusion des premiers résultats	Document de travail publié en avril 2010. Insee-Première publié en janvier 2011. Études prévues pour 2011 (iprécarité énergétique)
Description de l'opération	Enquête Sans-domicile 2012
Service(s) responsables du suivi	Département des prix à la consommation, des ressources et des conditions de vie des ménages
Réalisée, en cours, ou non ?	Enquête méthodologique réalisée en janvier 2010 à Toulouse. Les enquêtes de janvier 2011 auprès des services et de janvier 2012 auprès des personnes sont en cours de préparation
Date de collecte : Date prévue de diffusion des premiers résultats	Janvier 2011 (enquête auprès des services) et janvier 2012 (enquête auprès des personnes)
Description de l'opération	Enquête logement 2013
Service(s) responsables du suivi	Département des prix à la consommation, des ressources et des conditions de vie des ménages
Réalisée, en cours, ou non ?	Le groupe de préparation a démarré début 2011
Date de collecte : Date prévue de diffusion des premiers résultats	2013 1 ^{ers} résultats attendus en 2014
6. Le Conseil suivra avec attention les travaux du groupe de travail du Cnis chargé de formuler des propositions pour améliorer la qualité statistique et la diffusion du suivi conjoncturel des secteurs de l'immobilier et de la construction.	
Description de l'opération	Mise en place d'un étalonnage des sources statistiques privées
Service(s) responsables du suivi	Direction de la coordination statistique et des relations internationales
Réalisée, en cours, ou non ?	En cours
Date de collecte : Date prévue de diffusion des premiers résultats	Résultats des premiers étalonnages : 1 ^{er} semestre 2011
Description de l'opération	Bases notariales des mutations immobilières
Service(s) responsables du suivi	Insee - département des prix à la consommation, des ressources et des conditions de vie des ménages et SOeS
Réalisée, en cours, ou non ?	En cours
Date de collecte : Date prévue de diffusion des premiers résultats	Vote de la loi n°2011-331 du 28 mars 2011, articles 15 et 16 donnant une base légale aux bases notariales Décret en Conseil d'État en cours de préparation en interministériel (contenu des bases, règles d'accès et de tarification)

B - Emploi, qualification et revenus du travail

Le champ de compétence de cette commission concerne les caractéristiques de l'offre et de la demande de travail tant au plan quantitatif que qualitatif. Il intègre notamment les enjeux de la qualification et de la formation professionnelle tout au long de la vie.

Il comprend également la connaissance des revenus issus du travail qui constituent une composante essentielle du marché du travail

Les producteurs intervenant dans ce domaine.

Insee	Services statistiques ministériels (SSM)	Autres organismes
Direction des Statistiques Démographiques et Sociales Département de l'emploi et des revenus d'activités	DARES - Travail, emploi DEPP-Education nationale DEPS-Culture et communication DGAFP-Fonction publique DREES-santé, solidarité MEOS – Jeunesse, sports, vie associative OED-Défense SIES - Enseign sup et recherche SOeS-MEDDTL	Pôle emploi CEE- Centre d'études de l'emploi CEREQ-Emploi, qualifications Cnaf-Caisse nationale d'allocations familiales CNFPT-Fonction publique territoriale DGER - DG de l'enseignement et de la recherche -Min. Agriculture et pêche MSA-Mutualité sociale agricole AcoSS

B.1 - Les statistiques publiques du domaine « Emploi, qualification et revenus du travail »

Statistiques	Producteurs
➤ Emploi et chômage	
Données de cadrage nationales sur l'emploi	Insee
Estimations d'emploi (régions, départements, zones d'emploi)	
Créations d'emplois salariés dans le secteur concurrentiel	
Emploi fonction publique, agriculture	
Chômage « au sens du BIT »	
Transitions sur le marché du travail (chômage/emploi)	
Projections de population active	
Estimations d'emploi salarié et intérimaire	Dares - Pôle emploi
Flux d'emploi	Dares - Pôle emploi
Demandeurs d'emploi (statistiques mensuelles)	Pôle emploi
Motifs de sortie des listes de demandeurs d'emploi et nature des emplois retrouvés	Pôle emploi
Chômage indemnisé	Deps
Emploi culturel	DGAFP
Emploi dans la fonction publique	Drees
Emploi et rémunérations des personnels des établissements de santé	Meos
Emploi dans les associations	OED
Les agents de la Défense	SOeS
Personnel de la marine marchande, emploi maritime, personnel marinier	MSA
Employeurs, salariés et non salariés du régime agricole	CNFPT
Emploi territorial	
➤ Qualification	
Métiers et qualification	Dares - Insee
Mobilités professionnelles et sociales	Insee - Dares - Cereq
Relations entre diplômes et qualification professionnelle	
➤ Formation professionnelle	
Pratiques de formation des employeurs et des salariés	Cereq - Dares
Contrats d'apprentissage et de professionnalisation	Dares
La formation tout au long de la vie	Insee - Cereq Dares - Depp
Dépenses des entreprises et des administrations en formation continue	Dares - Cereq

> Insertion	
Insertion et parcours professionnel à la sortie du système éducatif	<i>Cereq - Insee</i>
Bénéficiaires des différents contrats d'aide à l'emploi, salariés des structures de l'insertion par l'activité économique	<i>Dares</i>
Accompagnement vers l'emploi des jeunes et des demandeurs d'emploi	
Insertion des travailleurs handicapés	
Lien entre diplôme et type d'emploi (statut, type de contrat)	<i>Insee</i>
Insertion des diplômés de la culture	<i>Deps</i>
Insertion des diplômés du champ sport et animation	<i>Meos</i>
Cheminement scolaire et professionnel des anciens élèves et apprentis de l'enseignement agricole	<i>Dger</i>
Devenir des bacheliers	<i>Sies</i>
Insertion des jeunes sortis de l'enseignement scolaire ou de l'apprentissage	<i>Depp</i>
> Revenus du travail	
Salaires par secteurs d'activités, qualification, type de contrat...	<i>Insee - DGAFP - Dares</i>
Revenus des travailleurs indépendants et des agriculteurs	
Structure des rémunérations et du coût du travail	
Indices conjoncturels de salaires par secteurs d'activités, branches conventionnelles et CSP	<i>Dares</i>
> Conditions de travail	
Conditions de travail (techniques et organisation du travail, temps de travail, travail de nuit, sécurité, pénibilités physiques et risques professionnels, santé au travail, relations professionnelles...)	<i>Dares</i>
Santé et travail - Risques professionnels	<i>Dares - DGAFP</i>
Santé et travail - Santé et itinéraire professionnel	<i>Dares - Drees</i>
Durée du travail et rémunérations des transporteurs routiers	<i>SOeS</i>
Enquêtes sur les changements organisationnels et l'informatisation	<i>CEE</i>

B.2 - Les opérations de production permanentes ou récurrentes

> Les enquêtes répétitives

Enquête sur les mouvements de main d'œuvre (EMMO)	T	Dares
Enquête trimestrielle ACEMO	T	
Enquête complémentaire ACEMO (répartition des salariés et conventions collectives)	A	
Enquête ACEMO sur la négociation, la représentation des salariés et les conflits	A	
Enquête ACEMO sur les très petites entreprises	A	
Enquête ACEMO sur la participation, l'intéressement, les plans d'épargne entreprise et l'actionnariat des salariés (PIPA)	A	DGAFP
Les recrutements de la fonction publique de l'Etat	A	
La formation professionnelle des agents de l'Etat	A	
L'utilisation du compte épargne temps	A	Insee - Division emploi
Enquête sur l'emploi en métropole	T	
Enquête sur l'emploi dans les DOM	A	Insee - DSRA
Enquête sur le coût de la main-d'œuvre et la structure des salaires (Ecmoss)	A	Insee - DSDS
Enquête « entrée dans la vie adulte » (EVA)	A	Depp
Insertion dans la vie active des lycéens (IVA) et dans la vie professionnelle des apprentis (IPA)	A	Dger
Enquête SIVIS (dispositif de suivi de l'évolution des faits de violence en milieu scolaire)	T	DGER
Enquête sur le cheminement scolaire et professionnel des anciens élèves et anciens apprentis	A	Pôle emploi
Enquête sur le suivi des élèves sortants des établissements d'enseignement technique agricole	A	
Enquête Besoins en main-d'œuvre	A	Dares - Pôle emploi
Enquête « sortants de formation »	A	
Enquête auprès des sortants des listes de demandeurs d'emploi de Pôle emploi	T	CNFPT
Enquête de conjoncture sur l'emploi territorial	A	MSA
Enquête sur les accidents mortels du travail	A	SOeS
Enquête permanente sur la durée du travail des conducteurs routiers de marchandises	T	

> Les enquêtes à périodicité pluriannuelle

Enquête complémentaire à l'enquête emploi : - situation professionnelle des personnes nées à l'étranger (2008) - entrée des jeunes dans la vie active (2009) - conciliation entre vie professionnelle et vie familiale (2010)	Insee
Enquête Formation Qualification Professionnelle (FQP) (1964, 1970, 1977, 1985, 1993, 2003)	
Enquête AES (2006,2012) et CVTS (2000,2006,2011) sur la formation continue	Dares, Insee, Cereq
Enquête SUMER (SURveillance MEDicale des Risques professionnels) (1987, 1994, 2003, 2009)	Dares
Enquête REPONSE (Relations professionnelles et négociations d'entreprises) - 1992-1993, 1998-1999, 2004-2005, 2010-2011	
Enquête Conditions de Travail - 1978,1984,1991,1998,2005 complémentaire à l'enquête Emploi jusqu'en 2005, à la charge de la Dares en 2012	Dares
Enquêtes « génération » (2004, 2007)	Cereq
Enquêtes Continuing vocational training survey (CVTS) (1993,1999,2005)	Cereq
Panels entrants aux chômages (décembre 2004,2006,2008,2010...)	Pôle emploi
Enquête Santé et itinéraire professionnel (SIP) (1ère vague en 2006, 2 ^e vague en 2010)	Dares - Drees

> Les autres opérations de production statistique (hors enquêtes)

Opérations	Type	Objectif
Dispositif Epure Insee-- DSDS- DERA	Synthèse de sources : - Bordereaux Ursaff - Cotisants MSA (Mutualité sociale agricole) - SIASP : Système d'information sur les agents des services publics, lui-même issu des fichiers de paye des trois fonctions publiques (DGFIP).	Suivre l'évolution infra-annuelle de l' emploi salarié , de la masse salariale et de connaître les établissements employeurs de main-d'œuvre. Produit des indicateurs conjoncturels (trimestriels) sur l'emploi concurrentiel au niveau national.
Dispositif Estel	Synthèse de sources :	Suivre l'évolution annuelle de l' emploi total (salarié et

Opérations	Type	Objectif
<i>Insee--DSDS- DERA</i>	- DADS Déclarations annuelles de données sociales - Fichiers de paye des agents de l'Etat et des particuliers employeurs - Epure	non salarié), selon différents secteurs d'activité et au niveau local.
Dispositif non salariés <i>Insee--DSDS- DSRA</i>	Synthèse de sources : - Déclarations Acooss - Cotisants MSA (Mutualité sociale agricole)	Etudier annuellement les effectifs et les revenus des non salariés et des gérants majoritaires
Dispositif SIASP Système d'information sur les agents de l'Etat <i>Insee-DGAFF</i>	Synthèse de sources : - DADS - Fichiers de paye de la comptabilité publique - Fichier des agents de la Défense	- Connaître annuellement les effectifs et les rémunérations des agents des services publics (3 fonctions publiques). - Contribuer à l'élaboration des estimations annuelles d'emploi.
Exploitation des bordereaux URSAFF <i>Acooss</i>	Synthèse de sources : - Bordereaux Ursaff	Produire des statistiques au niveau national : Estimations d'emploi salarié, Masse salariale Heures supplémentaires Déclarations d'embauche Particuliers employeurs
Offres et demandes d'emploi <i>Dares/Pôle Emploi</i>	Exploitation de la source Unedic, fichier de gestion de l'assurance chômage. Données collectées par Pôle emploi	Etablir un suivi mensuel des demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par Pôle emploi -National et local
Chômage indemnisé <i>Pôle Emploi et Dares</i>	Exploitation de la source Unedic, fichier de gestion de l'assurance chômage	Fournir des données de cadrage sur l' indemnisation : bénéficiaires, montants...
Projections d'actifs <i>Insee- DSDS- DERA</i>	Ces projections ont pour point de départ les projections de population. Elles sont basées sur les taux d'activité observés dans l'enquête Emploi	Simuler tous les 4 à 5 ans pour un horizon donné le nombre d'hommes et de femmes actifs de chaque âge. Dernier exercice : 2006 ; prochain : 2011
Taux de chômage localisés régions et départements <i>Insee-- DSDS- DERA</i>	Traitement de différentes sources : estimations d'emploi (Estel), Ursaff Demandeurs d'emploi Unedic	Estimer des taux de chômage localisés par région et département chaque trimestre
Mouvements de main d'œuvre <i>Dares</i>	Traitement statistique de 2 sources : - Déclaration mensuelle des mouvements de main-d'œuvre (DMMO) : établissements de 50 salariés ou plus - Enquête sur les mouvements de main-d'œuvre (EMMO), étab. < 50 salariés	Etudier les flux d'emploi, les ruptures de travail
<i>Intérim Dares-Pôle Emploi</i>	Traitement statistique des missions d'intérim déclarées par les agences de travail temporaire recensées par Pôle emploi	Etudier l' emploi intérimaire
Emploi des travailleurs handicapés <i>Dares</i>	Traitement statistique des DOETH (déclaration annuelle obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés).	Etudier l' insertion professionnelle des handicapés
Suivi des politiques d'emploi et de formation <i>Dares et Cereq</i>	Traitement statistique de différentes sources : - Fichiers de bénéficiaires de politiques d'emploi (conventions d'embauches centralisées par l'Agence de services et de paiement (ASP), système de suivi des missions locales Parcours 3...) - Déclarations 24-83 sur les dépenses de formation des entreprises de 10 salariés et plus	Etudier les dépenses, le profil et l'insertion des bénéficiaires de politiques d'emploi et de formation
Salaires et qualification <i>Insee-- DSDS- DERA</i>	Traitement statistique des DADS - Déclarations annuelles de données sociales.	Analyser les salaires selon la nature de l'emploi (durée, condition d'emploi, rémunération...), les caractéristiques du salarié (sexe, âge, qualification...) et de l'établissement employeur (secteur d'activité, lieu d'implantation, taille...).
Accidents du travail et maladies professionnelles <i>Dares</i>	Traitement statistique des données d'accidents du travail et maladies professionnelles issus de la CNAMTS (Régime général), Extension prévue aux	Etudier les accidents du travail et maladies professionnelles , estimer des taux de fréquence en les rapportant aux populations exposées

<i>Opérations</i>	<i>Type</i>	<i>Objectif</i>
	données de la MSA	
Licenciement des salariés protégés Dares	Exploitation des demandes d'autorisation de licenciements de salariés protégés (ou ruptures conventionnelles) instruites par les services d'inspection du travail	Etudier des licenciements des salariés protégés et les ruptures conventionnelles les concernant
Accords collectifs d'entreprises Dares	Exploitation des textes conventionnels déposés par les entreprises dans les services déconcentrés du ministère du travail	Etudier les principaux thèmes de négociation collective , Suivi des mesures incitant les employeurs à négocier avec les syndicats

B.3 - Les nouveautés en 2010

> Les enquêtes nouvelles en 2010

Cheminement à la sortie du système éducatif, Génération 2007	<i>Cereq</i>
Enquête de suivi relative à l'expérimentation contrôlée REBOND	<i>Crest</i>
Enquête sur le devenir des signataires d'un contrat d'autonomie - Première vague	<i>Dares</i>
Enquête auprès des demandeurs d'emploi accompagnés par des opérateurs privés de placement et Pôle emploi	<i>Dares - Pôle emploi</i>
Enquête emploi : module complémentaire sur la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale	<i>Insee - DSDS</i>

> Les autres opérations nouvelles en 2010

Estimations locales d'emploi par zones d'emploi	<i>Insee - DSDS</i>
Etude des entrées et sorties dans la fonction publique par rapprochement de 5 années de fichiers de paye des agents de l'Etat, sur identifiant crypté	<i>DGAFF</i>

> La diffusion nouvelle en 2010

Emploi - Rémunération

- [Une typologie de l'emploi salarié dans le secteur culturel](#) - DADS 2007 - *Deps*
- [Les pratiques de rémunération des entreprises](#) - Enquête pratiques salariales 2007 - *Dares*
- [Les salaires en France](#) - Édition 2010 - *Insee et partenaires*

Emploi des seniors

- [L'opinion des employeurs sur les seniors : les craintes liées au vieillissement s'atténuent](#) - Enquête sur la gestion des salariés de 50 ans ou plus de 2008 - *Dares*
- [Emploi des seniors, pratiques d'entreprises et diffusion des politiques publiques](#) - Enquête sur la gestion des salariés de 50 ans ou plus de 2008 - *Dares*

Marché du travail

- [Les métiers en 2009 : seuls quelques métiers résistent à la dégradation du marché du travail](#) - *Dares*
- [Emploi salarié et marché du travail dans les transports](#) - *SOeS*

Insertion professionnelle

- [L'insertion des étudiants sortant des formations environnementales supérieures](#) - Enquête Génération 2004 du Cereq - Interrogation 2007 - *SOeS*.
- [L'insertion des docteurs](#). Enquête Génération 2004. Interrogation 2007 - *Cereq*
- [« Quels emplois pour les débutants diplômés du supérieur ? »](#) Enquête Génération 2004. Interrogation 2007 - *Cereq*
- [Contrats de professionnalisation et d'apprentissage : des usages diversifiés ...](#) Enquête Génération 2004. Interrogation 2007 - *Cereq*
- [Les apprentis sortis du système scolaire en 2004 : 86 % des jeunes en emploi trois ans après la fin du contrat d'apprentissage.](#) - Enquête Génération 2004 du Cereq - Interrogation 2007 - *Dares*
- [Les employeurs et les contrats aidés : motivations et processus de recrutement](#) - Enquête auprès des établissements utilisateurs de contrats aidés de novembre 2007 - *Dares* (lien : <http://www.travail-solidarite.gouv.fr/IMG/pdf/2010-041.pdf>)
- [Accompagnement et formation pendant les contrats aidés : le point de vue des employeurs](#) - Enquête auprès des établissements utilisateurs de contrats aidés de novembre 2007 - *Dares* (lien : <http://www.travail-solidarite.gouv.fr/IMG/pdf/2010-084.pdf>)
- [Le domaine d'études est déterminant pour les débuts de carrière](#) - Cumul des enquêtes Emploi - *Insee*
- [Formations et emploi - Édition 2009](#)
Comment évolue le niveau de qualification des jeunes en France ? Quelle influence exerce le diplôme sur l'accès à l'emploi et le salaire ? La formation continue favorise-t-elle l'insertion... *Insee et partenaires*

B.4 - Le suivi des avis 2010

1. Le Conseil prend note avec satisfaction de la **présentation des projets d'enquêtes européennes sur l'éducation et la formation tout au long de la vie devant les formations du Cnis en amont des décisions prises pour leur réalisation**. Il appuie la participation du service statistique public français (Insee, Dares, Depp) et du Céreq à la réalisation de l'**enquête sur la formation continue en entreprise (Continuing Vocational Training Survey)**, qui aura lieu en 2011 et à celle sur la participation des adultes à l'éducation et la formation tout au long de la vie (**Adult Education Survey**) en 2011-2012.

Il souhaite que la France participe aux travaux préparatoires à ces deux enquêtes sous l'égide d'Eurostat en veillant à renforcer la comparabilité des données au niveau européen, notamment sur les formations en situation de travail, sur l'auto-formation et sur les taux d'accès à la formation. Il soutient les efforts entrepris pour préciser les concepts de formations formelles et non formelles.

Le Cnis réaffirme l'intérêt d'étudier les trajectoires professionnelles et leurs liens avec les formations suivies pour évaluer les effets de celles-ci sur la sécurisation des parcours ou la promotion sociale.

Description de l'opération	Enquêtes AES 2012 et CVTS 2011
Service(s) responsables du suivi	Céreq, Dares, Insee
Réalisée, en cours, ou non ?	Préparation des enquêtes en cours
Date de collecte : Date prévue de diffusion des premiers résultats	CVTS : test au quatrième trimestre 2010 et passage au label en février 2011. Le Céreq participe activement à la task force d'Eurostat sur ce sujet. AES : collecte prévue en juin 2012. Premiers résultats publiables en 2013. Le questionnaire (parties européenne et française) doit être finalisé pour fin 2010. Le règlement européen sur AES doit être publié d'ici fin 2010.

2. Le Conseil a pris note avec intérêt de la présentation de l'avancement du programme Piac (Program for International Assessment of Adult Competencies) piloté par l'OCDE. Cette présentation confirme la complexité de la mesure et de l'évaluation des compétences des adultes, tout particulièrement dans un cadre international. Il réaffirme la sensibilité des résultats obtenus au protocole de collecte. Malgré l'implication importante du service statistique public dans la préparation de l'enquête, **il constate que la capacité à influencer les conditions de réalisation de l'enquête par l'OCDE reste limitée du fait des contraintes de gestion d'un programme international.**

Conscient de l'importance de la thématique, le Cnis prend acte de la poursuite de l'engagement de la France dans l'opération Piac, qui doit se dérouler en 2011-2012. Il souligne l'importance de l'opération pilote de 2010 dont les résultats sont attendus pour évaluer le protocole prévu par l'OCDE pour l'enquête 2011-2012.

Le Conseil **se félicite que l'Insee réalise en parallèle l'enquête information et vie quotidienne (IVQ)**, selon un format proche de celui éprouvé en 2004. Cette enquête fournira une référence à laquelle les résultats relatifs à la France qui seront issus de Piac pourront être comparés. Elle permettra également de réactualiser les données sur l'illettrisme de la dernière enquête IVQ.

Description de l'opération	Enquêtes Piac et IVQ
Service(s) responsables du suivi	Insee, Dares, Depp
Réalisée, en cours, ou non ?	Pilote Piac réalisé en juin 2010. Préparation IVQ en cours.
S'il s'agit d'une enquête n° de visa	Visa Pilote Piac : 2010X093EC
Date de collecte : Date prévue de diffusion des premiers résultats	Les résultats de l'enquête pilote Piac sont attendus pour fin 2010. La décision de réaliser l'opération Piac grande nature (fin 2011/ début 2012) dépend des résultats du pilote. L'enquête IVQ aura lieu fin 2011-2012

3. Le Conseil se félicite de la participation active du service statistique public français à la conception d'enquêtes réalisées dans un cadre international et en particulier avec Eurostat. Il relève toutefois les difficultés rencontrées dans la comparaison entre pays des résultats de ces enquêtes internationales et demande que le débat se poursuive au sein du Cnis pour **dégager des « bonnes pratiques » en matière de conception d'enquêtes européennes comme de diffusion de résultats.**

Description de l'opération	La réponse sera apportée dans l'avis transversal pour l'ensemble des opérations
----------------------------	---

4. Le Conseil salue la mise en œuvre par l'Insee, la Dares et Pôle emploi de la plupart des **recommandations du groupe de travail de Foucauld « emploi, chômage précarité » dès 2009**. Il souhaite que soient **poursuivis les efforts d'explicitation à destination des utilisateurs et notamment à destination des journalistes** pour faciliter les commentaires des media sur l'ensemble des indicateurs du marché du travail en particulier les catégories de demandeurs d'emploi. Il souhaite qu'un **point régulier du suivi** des recommandations soit réalisé par la commission Emploi.

Service(s) responsables du suivi	Insee, Dares
Réalisée, en cours, ou non ?	En cours
Date de collecte : Date prévue des premiers résultats	Suivi des recommandations effectué chaque année lors des commissions Emploi.

5. Le Conseil se félicite de la production de données localisées sur l'emploi *via* Estel. Il encourage les travaux engagés pour permettre des **estimations localisées.**

Service(s) responsables du suivi	Insee
Réalisée, en cours, ou non ?	Première publication d'Estel au 31.12.2007 mi septembre 2009.
Date de collecte : Date prévue de diffusion des premiers résultats	Présentation du nouveau système d'estimations d'emploi (annuel et trimestriel) lors de la commission Emploi du 17/09/2010. Perspectives moyen terme : estimations d'emploi et de chômage sur des zonages à

	façon regroupant certaines communes.
<p>6. Le Conseil encourage les travaux réalisés par la Dares pour améliorer la mesure des emplois vacants dans le secteur marchand et son extension au secteur non marchand, aux entreprises de moins de 10 salariés et à la fonction publique. Le Cnis souhaite que lui soient présentées au cours de l'année 2010 les études de faisabilité réalisées en ce sens ainsi que le rapport du groupe de travail interministériel sur les besoins de recrutement et les motifs pour lesquels les emplois restent non pourvus.</p>	
Service(s) responsables du suivi	Dares
Réalisée, en cours, ou non ?	Présentation du rapport inter-institutionnel sur les emplois vacants (incluant les études de faisabilité) à la réunion de mars 2010
Date de collecte : Date prévue de diffusion des premiers résultats	Ouverture d'une page sur les "Métiers en tension/mesure des emplois vacants" en mai 2011.
<p>7. Le Cnis se félicite du succès de la Rencontre autour des nomenclatures socioprofessionnelles internationales où a été débattu le rapport réalisé par l'Insee, la Dares et le centre Maurice Halbwachs pour Eurostat sur la qualité de la codification d'Isco 2008 et sur le projet ESeC. Il réaffirme l'importance de disposer d'une nomenclature sociale européenne multidimensionnelle notamment pour contribuer aux comparaisons européennes en matière d'inégalités. Il soutient le projet de la construire à partir du deuxième niveau d'Isco 2008, dont l'utilisation et la codification doivent être harmonisées. Il demande à ce que ce projet soit débattu également au sein de l'ESAC, le Cnis européen.</p>	
Service(s) responsables du suivi	Insee, Dares
Réalisée, en cours, ou non ?	En cours
Date de collecte : Date prévue de diffusion des premiers résultats	Suite à la rencontre sur les nomenclatures socioprofessionnelles internationales de septembre 2009, Eurostat a lancé une task force sur l'harmonisation de la codification d'Isco 08 dans les différents pays européens (la France y participe). Par ailleurs, Eurostat a proposé de lancer un ESS-net sur la construction d'une nomenclature sociale européenne multidimensionnelle et d'en confier le pilotage à la France. Cette nomenclature serait bâtie à partir du 2 ^{ème} niveau d'Isco 2008. La décision de lancer un tel ESS-net en 2011 sera prise en octobre 2010. Si c'est le cas, la question de présentation de ce projet au sein de l'ESAC, le Cnis européen sera alors abordée.
<p>8. Le Cnis portera une attention particulière sur la production de données et d'études sur le lien entre travail et santé. Dans ce cadre, il souhaite que lui soient présentées les préconisations du collège d'expertise sur le suivi statistique des risques psycho-sociaux au travail.</p>	
Service(s) responsables du suivi	Insee/Dares
Réalisée, en cours, ou non ?	En cours
Date de collecte : Date prévue de diffusion des premiers résultats	Une rencontre du Cnis doit être organisée le 16 mai 2011 pour présenter les préconisations du collège d'expertise sur les risques psycho-sociaux et traiter plus largement du suivi statistique des relations entre santé et travail.
<p>9. Le Cnis suivra avec intérêt les travaux visant à contribuer à l'évaluation des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle. Il rappelle que les résultats des enquêtes du service statistique public doivent être largement diffusés selon les modalités de sa responsabilité.</p>	
Service(s) responsables du suivi	Dares
Réalisée, en cours, ou non ?	En cours (permanent)
Date de collecte : Date prévue de diffusion des premiers résultats	Publiés au 1 ^{er} semestre 2010 : DA n°2010-029 sur le recours aux heures supplémentaires et complémentaires ; DA n°2010-041 sur le processus de recrutement en contrat aidé ; note intermédiaire sur l'enquête auprès des jeunes diplômés participant au marché d'insertion, de suivi et d'accompagnement dans l'emploi par des opérateurs privés de placement. Au 2 ^{ème} semestre 2010 : DA n°2010-084 sur l'accompagnement et la formation pendant les contrats aidés ; DA n°2010-089 sur les modalités de recours et les profils des usagers des services à la personne
<p>10. Le Conseil se réjouit de la volonté de l'Insee et du ministère de la Recherche de mettre en place un centre d'accès sécurisé. Il demande que ce centre puisse être rapidement opérationnel pour répondre dans de bonnes conditions aux demandes qui lui seront adressées.</p>	
Service(s) responsables du suivi	Insee
Réalisée, en cours, ou non ?	réalisé
Date de collecte : Date prévue de diffusion des premiers résultats	Le Centre d'accès sécurisé à distance dont une expérimentation a été menée en 2009/2010 est désormais opérationnel. L'Insee a décidé de pérenniser ce centre.

C - Entreprises et stratégies de marché

Le champ de compétence de cette commission concerne la connaissance des entreprises et leurs marchés. Il met un accent particulier sur les enjeux de la mondialisation, le marché unique européen et les caractéristiques des entreprises.

Les producteurs intervenant dans ce domaine.

Insee	Services statistiques ministériels (SSM)	Autres organismes
Direction des études et synthèses économiques (DESE) Direction des statistiques d'entreprises (DSE)	DOUANES - Ministère du Budget DPMA - Pêche et aquaculture OED - Défense SIES - Enseignement sup et recherche SOeS - Développement durable SSP - Agriculture	BDF- Banque de France DGCIS -Compétitivité, Industrie et Services DGFIP- Finances publiques VNF - Voies navigables de France Ifremer

C.1 - Les statistiques publiques du domaine « Entreprises et stratégies de marché»

Statistiques	Producteurs
> Comptes nationaux	
Les comptes de la nation donnent une représentation chiffrée détaillée de l'économie française et servent à l'analyse conjoncturelle et macro-économique. Publication avec une double périodicité : trimestrielle et annuelle, selon 4 rubriques : Principaux agrégats ; Biens et services ; Les comptes des secteurs institutionnels ; Les tableaux de synthèse Les comptes de la nation sont la synthèse de comptes réalisés par de nombreux producteurs : comptes des administrations publiques par la Dgfiip, comptes de l'agriculture par le SSP, du logement, des transports et de l'environnement par le SOeS, des institutions financières par la Banque de France, du commerce extérieur par les Douanes, comptes de la défense par l'OED...	<i>Insee et contributeurs</i>
> Statistiques sur les secteurs économiques	
Données des secteurs économiques : Services, commerce, industries dont agro-alimentaires, transports, construction. Chiffre d'affaire, production, valeur ajoutée, emploi, investissement, exportations-importation	<i>Insee-SSP (car agroalimentaire)</i>
Tourisme : Etablissements, capacité d'accueil, fréquentation Suivi de la demande touristique	
Tourisme fluvial	<i>VNF</i>
Données sectorielles dans le domaine de la pêche	<i>DPMA, SSP</i>
Données sectorielles dans le domaine de l'agriculture	<i>SSP</i>
Industrie, entreprises, effectifs de la Défense R&D - Sous-traitance aéronautique - Cernes et équipements de la Défense	<i>OED</i>
> Statistiques structurelles sur les entreprises	
Groupes - Concentration - Liaisons financières entre les entreprises	
Démographie des entreprises (stock, créations, défaillances, survie) Dont artisanat et grandes entreprises	<i>Insee-SSP (car agroalimentaire et agriculture)</i>
Technologies de l'information et de la communication et le commerce électronique	
Innovation - Brevets, marques, modèles déposés - Enquêtes communautaires	
Pôles de compétitivité	<i>Dgciis</i>
Déchets générés par l'activité des entreprises	<i>SOeS</i>
Moyens consacrés à la recherche et au développement dans les entreprises, les associations et les GIP, les organismes publics et les services ministériels, les CHU et centres de lutte contre le cancer, les collectivités territoriales	<i>Sies</i>
> Statistiques de conjoncture économique	
Indicateurs conjoncturels sur tous les grands thèmes de l'économie française : - conjoncture de divers secteurs économiques - différents indices de prix à la production ou à l'importation - indices de stocks, valeur ajoutée, chiffre d'affaire, de commandes - indicateurs de créations et de défaillances d'entreprises	<i>Insee</i>
Indicateurs conjoncturels de l'activité agricole et de l'agroalimentaire	<i>SSP</i>
Suivi de la construction neuve de logements et de locaux non résidentiels (Sitadel)	<i>SOes</i>
Prix de l'entretien-amélioration des logements	<i>SOeS</i>

Prix de la construction des logements neufs (indice du coût de la construction)	SOeS
Commercialisation des logements neufs : volumes et prix	SOeS
Indicateurs conjoncturels pour les activités de construction, de transport et d'énergie	SOeS
Enquêtes mensuelles ou trimestrielles dans les secteurs de l'industrie, des services marchands, du BTP, du commerce de gros et de détail	<i>Banque de France</i>

C.2 - Les opérations de production permanentes ou récurrentes

> Les enquêtes répétitives

ESA (Enquête Sectorielle Annuelle)	A	Insee - DSE-SSP
LIFI (Liaisons Financières entre sociétés)	A	
Enquête annuelle de production (EAP)	A	
Indice de la production industrielle	M	
Indice des commandes	M	
Indices EMAGSA (Enquête Mensuelle sur l'Activité des Grandes Surfaces Alimentaires)	M	
Observation des prix de production et d'importation de l'industrie	M	
Observation des prix de production et d'importation des services	T	
Enquête sur les technologies de l'information et de la communication (TIC)	A	
Enquête de fréquentation dans les autres hébergements collectifs touristiques	M	
Enquête de fréquentation dans l'hôtellerie de plein air	M	Insee - DGCIS
Enquête de fréquentation dans l'hôtellerie	M	Insee - DESE
Enquête de conjoncture dans le commerce de détail et la réparation automobile	M	
Enquête de conjoncture dans l'industrie	M	
Enquête de conjoncture dans l'industrie du bâtiment	M	
Enquête de conjoncture dans les services	M	
Enquête de conjoncture dans le commerce de gros	BM	
Enquête sur les investissements dans l'industrie	T	
Enquête dans les travaux publics	T	
Enquête de conjoncture dans l'artisanat du bâtiment	T	
Enquête de conjoncture dans la promotion immobilière	T	
Enquête sur la situation de trésorerie dans l'industrie	S	SOeS
Enquête trimestrielle auprès des promoteurs sur la commercialisation des logements neufs (ECLN)		
Enquête trimestrielle sur le prix de revient des logements neufs (PRLN)		
Enquête trimestrielle sur le prix des travaux d'entretien-amélioration des logements (IPEA)		SOeS
Enquête sur l'indice des prix de l'entreposage et de la manutention	T	SOeS
Enquête sur les prix des services de transport routier de marchandises (IPTRM)	T	
Enquête sur les prix du transport fluvial de marchandises (IPTFM)	T	
Enquête sur l'activité de la messagerie	T	
Enquête terres labourables	A	SSP
Enquête stock pommes-poires	M	
Enquête auprès des accoueurs et des sélectionneurs	M	
Enquêtes auprès des ateliers de découpe de volailles et de lapins	T	
Enquête qualité auprès des abattoirs de volailles	A	
Enquêtes laitières	M - A	
Enquêtes cheptels (bovin, ovin et caprin)	A	
Enquête de branche dans les exploitations forestières et scieries	A	
Enquête sur les prix des consommations intermédiaires des agriculteurs (EPCIA)	M	
Enquête aquaculture	A	
Enquêtes économiques (pêche, industries de transformation, aquaculture)	A	Banque de France
Enquête dans l'industrie et les services marchands	M	
Enquête sur les chiffres d'affaires du commerce de détail	M	
Enquête dans le BTP et le commerce de gros	T	Pôle recherche du Ministère de l'ens. sup. et de la recherche
Enquête sur les moyens consacrés à la recherche et au développement dans les entreprises et les centres techniques professionnels	A	
Enquête sur les moyens consacrés à la recherche et au développement dans les associations et les GIP	A	

➤ **Les enquêtes à périodicité pluriannuelle**

Enquête sur le coût des services liés au commerce international de biens (2000, 2005, 2009)	<i>Budget - DSEE</i>
Enquête communautaire sur l'innovation CIS 2008 (Enquête quadriennale, biennale allégée)	<i>Insee - DSE</i>
Recensement général agricole (1988, 2000, 2010)	
Petites coopératives agricoles et forestières - Enquête quinquennale depuis 1995	<i>SSP</i>
Enquête sur les matières premières utilisées pour la fabrication d'aliments composés pour animaux de ferme (triennale)	<i>SSP</i>

➤ **Les autres opérations de production statistique (hors enquêtes)**

Opérations	Type	Objectif
Démographie des entreprises et des établissements : créations, défaillances ... <i>Insee - DSE</i>	Traitement statistique du répertoire des entreprises et des établissements (REE) et des déclarations au Bodacc (Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales)	Etudier la dynamique des entreprises. National et local.
Suse Système unifié de statistiques d'entreprises <i>Insee - DSE</i>	Exploitation des déclarations de bénéfices des entreprises aux Impôts : Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC), Bénéfices Non Commerciaux (BNC) ou bénéfices Agricoles (BA) Rapprochement avec les enquêtes sectorielles annuelles (ESA).	Produire des statistiques structurelles sur les entreprises françaises.
Indices de chiffre d'affaires <i>Insee - DSE</i>	Exploitation des déclarations de taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	Les indices de chiffre d'affaires (ICA) permettent de mesurer mensuellement l'évolution de l'activité dans les secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce de détail, des services aux ménages, du commerce de gros et des divers services aux entreprises.
Chiffres du commerce extérieur <i>Dir Douanes - DSEE</i>	Traitement statistique des : - Déclarations en douane - Déclarations d'échanges de biens pour l'UE (DEB)	Etablir les éléments d'analyse conjoncturelle du commerce extérieur par grandes activités et grandes régions géographiques
Statistiques agricoles : surfaces, quotas, aides <i>SSP</i>	Exploitation des déclarations de surfaces, fichiers nationaux des aides, ...	Apporter des éléments de cadrage aux politiques agricoles
Statistiques sur la Pêche <i>Bureau stats pêche et aquaculture (BSPA) n Ifremer</i>	Exploitation statistique : - des journaux de bord et fiches de pêche (BSPA), - des notes de ventes dans les halles à marée (Ifremer)	Etablir des statistiques mensuelles, trimestrielles et annuelles sur les captures et débarquements et sur les ventes.

C.3 - Les nouveautés en 2010

➤ Les enquêtes nouvelles en 2010

Enquête de collecte de données économiques dans le secteur des pêches maritimes	DPMA
Enquête mensuelle de conjoncture dans les services	INSEE-DESE
Enquête Outward FATS	INSEE-DSE
Enquête contours de réseaux du commerce de détail et des services	INSEE-DSE
Enquête SINE 2010-1 (première interrogation des entreprises créées en 2010)	INSEE-DSE
Enquête sur l'accès au financement des PME	INSEE-DSE
Enquête sur les points de vente du commerce de détail	INSEE-DSE
Enquête sur les déchets des entreprises de la construction	SOeS
Enquête thématique sur l'activité des entreprises de transport	SOeS
Recensement agricole de 2010	SSP

➤ Les autres opérations nouvelles en 2010

RAS

➤ La diffusion nouvelle en 2010

Secteurs d'activité

- [Principales caractéristiques des entreprises en 2008](#) - Premiers résultats du nouveau dispositif ESANE. *Insee*
- [Le commerce de proximité](#) - Sources Clap 2007 et REE 2008 - *Insee* -
- « [L'industrie en France](#) », édition 2009 dont [Les entreprises de taille intermédiaire \(ETI\)](#) - *Insee et partenaires*

Entreprises - Réseaux - Caractéristiques

- [Insee - Entreprises - Quatre nouvelles catégories d'entreprise - Une meilleure vision du tissu productif](#) - *Insee*
- [Les réseaux d'enseignes dans l'habillement](#) - Enquête sur les réseaux du commerce de détail 2007- *Insee*
- [Les réseaux dans les services](#) - Enquête sur les réseaux dans les services en 2007 - *Insee*
- [Les sociétés innovantes de 10 salariés ou plus](#) - Enquête nationale et communautaire CIS 2008, (« Community innovation survey »)

C.4 - Le suivi des avis 2010

1. Le Conseil a pris note de l'**avancement du programme de refonte des statistiques annuelles d'entreprises** qui aboutit à un nouveau dispositif de collecte et de traitement sur l'exercice 2008. Il soutient les efforts du **service statistique public** pour rendre cohérentes entre elles les informations mises à disposition des utilisateurs. **Il souhaite que les premiers résultats sur l'année 2008 puissent être mis en ligne sur le site Insee au premier semestre 2010 avec toutes les indications nécessaires pour en permettre une utilisation pertinente.**

Description des travaux entrepris pour satisfaire à l'avis du Conseil	L'EAP 2009 sera mise sur le site Insee.fr début octobre 2010, à la fois en facturation et quantités physiques (nomenclature dite PRODFRA). Les premiers résultats É sane 2008 proprement dits ont été mis en ligne le 30 juillet 2010 sur le site Insee à l'adresse : http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?reg_id=0&ref_id=esane avec retard par rapport au calendrier théorique d'une campagne ESANE mais en respectant le calendrier des envois à Eurostat. Cette première diffusion reste fruste par rapport aux ambitions théoriques, à la fois sur le nombre de variables diffusées (neuf) et sur le niveau de diffusion (groupes de la NAF appartenant au champ É sane) correspondant à ce qui a pu être validé par les gestionnaires.
Service(s) responsables du suivi	Insee, DSE, département Riss (répertoires, infrastructures et statistiques structurelles)
Stade d'avancement des travaux (Réalisé, en cours, ou non ?)	Ces résultats seront bientôt également accessibles sur la version NAF Rev. 2 du site Alisse qui devrait ouvrir fin octobre 2010. Quelques variables seront ensuite ajoutées avant la fin de l'année. Il ne s'agira que de variables comptables, aucune des variables « sectorielles » (issues donc de l'ESA 2008) n'ayant été contrôlées sur 2008 ; cette partie sectorielle ne sera diffusée qu'à compter de 2009. L'ensemble des variables, accessibles cette fois-ci au niveau 5 chiffres de la NAF, ne seront diffusées qu'à compter des données 2009.

2. Le Conseil a pris connaissance de la programmation indicative des **enquêtes thématiques pour la période 2010-2015**. Il en valide les grandes lignes ; il approuve notamment le choix des premières années qui permet d'aborder des problématiques nouvelles ou importantes : accès au financement des PME et points de vente du commerce en 2010, enquêtes sur les éco-activités et les conséquences des mesures en faveur de l'environnement en 2011 et 2012.

Il souhaite qu'une priorité relative soit donnée aux thèmes suivants : les entreprises utilisant les nanotechnologies, les entreprises de taille intermédiaire, l'internationalisation des entreprises et les effets des Tic notamment sur l'organisation du travail.

Il demande que l'organisation de la concertation soit améliorée pour chacune des enquêtes thématiques.

Description des travaux entrepris pour satisfaire à l'avis du Conseil	- Les enquêtes « accès au financement des PME », et « points de vente du commerce » sont en cours de collecte à l'automne 2010. - L'enquête « entreprises et développement durable » est programmée pour une collecte à l'automne 2011 ; elle passe d'ailleurs en opportunité à la séance du 11 octobre 2010. - les autres thèmes (nanotechnologies, ETI, internationalisation, Tic et organisation) ne sont pas du tout programmés pour l'instant et seuls la question de l'internationalisation a des chances d'être traitée avec une réflexion sur la « Global value Chain » au niveau européen. Toutefois, on se heurte pour l'instant à une contrainte de moyens. A noter par ailleurs que la DGCIS a programmé une enquête sur les ETI.
Service(s) responsables du suivi	Insee, DSE, département synthèses sectorielles
Date de collecte :	Premiers résultats :
Date prévue de diffusion des premiers résultats	- Financement des PME : été 2011 - Points de vente : décembre 2011 dans le cadre de la Commission des comptes du commerce. - Entreprises et développement durable : été 2012

3. Le Conseil suivra avec intérêt les investissements méthodologiques, technologiques et organisationnels mis en place pour **le recensement agricole 2010** et les enquêtes futures du Service statistique et prospective. Il prend note de la convergence des unités interrogées avec le répertoire Sirène et soutient la réflexion engagée sur un répertoire statistique des exploitations agricoles. Il salue l'introduction dans le questionnaire du recensement de questions répondant à des besoins d'information sur des problématiques émergentes notamment la gestion des risques et les circuits courts.

Description de l'opération	Recensement de l'agriculture, en lien avec le règlement européen. Enquête en face à face auprès des 500 000 exploitants agricoles de France (métropole et quatre Dom). Collecte capisée par 3000 enquêteurs.
Service(s) responsables du suivi	SSP du Ministère en charge de l'agriculture
Réalisée, en cours, ou non ?	Réalisation en cours
Date de collecte :	Sept 2010 – avril 2011
Date prévue de diffusion des premiers résultats	diffusion en septembre 2011

4. Le Conseil a pris connaissance du dispositif envisagé par le système statistique public pour **mieux apprécier « la mondialisation » entendu comme l'activité des firmes multinationales (MNE) et son impact socio-économique. Il demande à être informé** de la mise en place progressive par le SSP et la Banque de France des dispositifs nouveaux de repérage et d'observation de cette activité (répertoire européen des groupes, profilages, enquêtes FATS, connaissance des échanges intragroupes et des bénéficiaires réinvestis à l'étranger). Il soutient également les initiatives qui pourront être prises pour améliorer l'observation de l'impact de ces activités (enquête sur les stratégies d'internationalisation) ainsi que pour constituer des fichiers d'études rassemblant les informations pertinentes. **Il demande à ce que les acteurs économiques comme les chercheurs soient associés à l'interprétation des résultats publiés de ces enquêtes.**

Description des travaux entrepris pour satisfaire à l'avis du Conseil	Le dispositif reste complexe et relativement éclaté. - Le répertoire européen des groupes est toujours dans un stade pilote (donc non public) mais progresse. La version 2008 existe (niveau 5000 groupes européens) ; la version 2009 est en cours de constitution. (même niveau) ; 2010 visera un accroissement à 10 000 groupes. - la division Profilage a été créée à l'Insee au sein du Driss ; la grande vague de profilage des grandes entreprises va démarrer début 2011. - L'enquête Outward FATS est en fin de collecte ; les taux de réponse sont bons (78 %) compte tenu de la difficulté et du caractère innovant de l'enquête. L'enquête stratégie d'internationalisation sera très probablement reprise au niveau européen dans le cadre d'une réflexion plus globale sur la chaîne de valeur (« Global value Chain »). Elle serait programmée par Eurostat sous une forme facultative en 2012. La capacité de la France à s'y associer dépendra de moyens en cadres du département synthèses sectorielles qui ne sont pas attribués pour l'instant.
Service(s) responsables du suivi	Insee, DSE, départements Riss et synthèses sectorielles
Date de collecte :	OFATS : achevée le 30/9/2010
Date prévue des premiers résultats	Premiers résultats : avril 2011

5. Le Conseil a pris connaissance **des projets européens dans le domaine des entreprises**. Il souhaite que la demande d'informations par Eurostat reste compatible avec les travaux statistiques au niveau national tout en veillant à ce que la charge de réponse pour les entreprises reste raisonnable. Il se félicite que l'Insee assure le pilotage du groupe d'expertise européen (Essnet) sur le profilage des groupes. Il demande à être tenu informé régulièrement de l'avancée de ces projets et souhaite que cette **participation active du service statistique public au niveau européen** permette de relayer les besoins d'informations exprimés au Cnis.

Description des travaux entrepris pour satisfaire à l'avis du Conseil	Hormis les enquêtes vues plus haut, les projets européens se traduisent par la création foisonnante de nombreux ESSnets dans le cadre du programme MEETS (et en dehors). La France participe à 4 de ces ESSnets touchant à la statistique d'entreprise : - <i>profilage</i> (en tant que coordonnateur) - <i>linking of micro-data on ICT usage</i> (co-partenaire) - <i>Consistency</i> (co-partenaire sur le chantier n° 1 sur les unités statistiques) - <i>Standardisation</i> : il s'agit d'une réflexion de grande ampleur sur l'avenir de la statistique européenne. Un nouvel ESSnet pourrait être créé sur les centres d'accès sécurisés auquel la France candidaterait au rôle de coordonnateur.
Service(s) responsables du suivi	Insee DSE département Riss pour profilage et Consistency, Insee DSE département synthèses sectorielles pour micro data linkage dans les TIC Insee DCSRI pour standardisation
Stade d'avancement des travaux (Réalisé, en cours, ou non ?)	Les 3 derniers ESSnets sont en phase de démarrage ; les FPA (Framework Partnership Agreement) ne sont pas encore signés. L'ESSnet sur le profilage avance lui au contraire à grands pas.

6. Le Cnis juge très positives les avancées du SOeS pour définir les différents champs des **éco-activités** en articulation avec les réflexions méthodologiques européennes. Il apprécie que le service statistique public puisse améliorer la connaissance dès 2010 des éco-activités par la mobilisation des enquêtes existantes. **Il souhaite une confrontation des expériences avec les autres pays européens** afin d'identifier les difficultés de comparaison et les besoins éventuels d'éclairages complémentaires, y compris par une enquête thématique spécifique. **Il rappelle qu'une réflexion devra être menée sur la manière de prendre en compte les besoins locaux d'indicateurs sur ce thème.**

Description des travaux entrepris pour satisfaire à l'avis du Conseil	Estimation des chiffres d'affaires, des exportations et des emplois dans les éco-activités
Service(s) responsables du suivi	SOeS
Stade d'avancement des travaux (Réalisé, en cours, ou non ?)	Estimations publiées pour la France jusqu'à 2008 dans les collections du SOeS ; une publication du SOeS en novembre 2010 sur les définitions, méthodes et comparaisons européennes. Une enquête sur les éco-activités reste -possible en 2014 dans le programme d'enquête de l'Insee mais la décision de faire ou de ne pas faire dépend en grande partie de l'état d'avancement de la réflexion sur le contenu
Date de collecte :	Les estimations sont faites à partir d'enquêtes existantes (EAE puis ESANE, enquêtes de branche)
Date prévue de diffusion des premiers	

résultats	
7. Le Conseil a pris connaissance du rapport sur les conséquences du profilage des groupes en matière de secret statistique et souhaite que ses recommandations soient mises en œuvre par le système statistique public.	
Description des travaux entrepris pour satisfaire à l'avis du Conseil	Le rapport a été approuvé successivement par le bureau du Cnis lors de sa réunion du 2 juillet 2009 puis par le comité du secret qui a approuvé les 15 propositions du rapport.
Service(s) responsables du suivi	Insee, directeur de la DSE
Stade d'avancement des travaux (Réalisé, en cours, ou non ?)	Lorsque les problèmes concrets de diffusion de données relatives au profilage se poseront, le directeur général pourra signer une décision entérinant les propositions du rapport

D - Environnement et développement durable

Cette commission est responsable du suivi des relations entre les trois piliers du développement durable, le pilier environnemental, le pilier économique et le pilier social. Elle est par ailleurs chargée de l'observation des questions environnementales. Les questions relatives à l'énergie et aux transports, essentielles dans une stratégie de développement durable, sont examinées au sein de cette commission. Les aspects généraux de connaissance des entreprises de ces secteurs restent de la compétence de la commission « Entreprises et stratégies de marchés ».

Les producteurs intervenant dans ce domaine.

Insee	Services statistiques ministériels (SSM)	Autres organismes
DSDS	SOeS	IRSN- Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire
	SSP - Agriculture	Ademe

D.1 - Les statistiques publiques du domaine

<i>Statistiques</i>	<i>Producteurs</i>
➤ ENVIRONNEMENT	
➤ Environnement - Ressources - Risques	
Air - Eau - Nature et biodiversité - Effet de serre - Risques naturels	SOeS
Gestion des ressources et des déchets (ménages et agents économiques)	
Radioactivité de l'environnement - déchets nucléaires	IRSN
Tourisme fluvial	VNF
➤ Environnement et Territoire	
Occupation des sols et paysages : artificialisation des sols	
Zones humides (Observatoire national des zones humides)	SOeS
Littoral	
Occupation et usage du sol	SSP - SOeS
➤ Environnement et Activités	
Installations classées et exploitations de déchets dangereux	SOeS
Impact des activités sur l'environnement	
Investissement des industriels pour protéger l'environnement	Insee
Investissement des industriels IAA et scieries pour protéger l'environnement	SSP
Agriculture/élevage et environnement	SSP
➤ Environnement et Société	
Pratiques environnementales des ménages	Insee - SOeS
Baromètre sur la perception des risques et de la sécurité - Volet environnemental	IRSN
➤ ENERGIE	
Electricité, pétrole, gaz naturel, charbon : réseau, ressources, consommation	SOeS
Energies renouvelables : production, usages	
Consommation d'énergie dans l'industrie	Insee
Consommation d'énergie dans l'industrie agroalimentaire, dans les exploitations forestières et les scieries	SSP
Consommation d'énergie du secteur résidentiel	Insee - SOeS
Consommation d'énergie du secteur tertiaire	
➤ TRANSPORT	
Transport de marchandises : flux, opérateurs (route, air, mer, fleuves)	SOeS
Transport de personnes : transports collectifs ; parc automobile, trafics, comportements automobiles des ménages (taux d'équipement, km parcourus, consommation...)	
Pratiques de déplacements en milieu urbain	
Pratiques de déplacements des ménages	Insee - SOeS
Déplacements domicile-travail : flux, distances, temps moyen	

D.2 - Les opérations de production permanentes ou récurrentes

> Les enquêtes répétitives

Baromètre Ifen-Crédoc sur les attentes des Français en matière d'environnement	A	SOeS
Enquête sur le transport et la distribution de l'électricité	A	
Enquête sur la production d'électricité	A	
Transparence des prix du gaz et de l'électricité	S	
Enquête statistiques gazières	A	
Enquête sur le chauffage urbain et la climatisation urbaine	A	
Enquête permanente sur l'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises (TRM)	T	
Enquête auprès des opérateurs ferroviaires	A - T	Certu
Enquête sur les transports collectifs urbains de province (TCU)	A	
Enquête sur les transports collectifs départementaux (TCD)	A	SOeS - Ademe
Panel de conducteurs (carburants)	T	
Panel Parc-auto	A	Ademe - CCFA
Enquête sur les consommations d'énergie dans l'industrie (EACEI) (secteur des industries agricoles et alimentaires, exploitations forestières et scieries)	A	SSP
Enquête sur les dépenses de protection de l'environnement dans les IAA et scieries	A	
Enquête TerUti-Lucas	A	
Enquête sur les consommations d'énergie dans l'industrie (EACEI)	A	Insee
Enquête sur les dépenses pour protéger l'environnement (Antipol)	A	
Enquête CAMME, extension 1 fois par an sur les pratiques environnementales des français	A	Insee

> Les enquêtes à périodicité pluriannuelle

Enquête nationale sur les transports et les déplacements (ENTD 2008) (succède à l'enquête transport et communication ETC 1967, 1974, 1982, 1994)	SOeS - Insee Inrets
Enquête sur l'utilisation des véhicules automoteurs spécialisés (VASP) (1993, 2001, 2006)	SOeS
Enquête sur l'utilisation des véhicules utilitaires légers (VUL) (1981, 1986, 1991, 1996, 2001, 2006)	
Enquête thématique sur l'activité des entreprises de transport : - AET 2008 : énergie - AET 2009 : énergie et déchets	Certu
Enquête sur le stationnement en France (stationnement public tant sur voirie qu'en parcs- villes > 20 000 h.) 1985, 1990, 2000, 2005 et 2011 (sur données 2010).	
Enquête TRANSIT (flux routiers de marchandises à travers les frontières) (1993, 1999, 2004, 2010)	SOeS
Enquête sur les services d'eau et d'assainissement (1998, 2001, 2004, 2008)	SSP-SOeS

> Les autres opérations de production statistique (hors enquêtes)

Opérations	Type	Objectif
Déchets dangereux SOeS	Exploitation statistique : - des mouvements frontaliers des déchets dangereux, - des installations classées produisant des déchets dangereux	Localiser et estimer le volume des déchets dangereux
Dispositif SitraM Système d'information sur les transports de marchandises SOeS	La banque de données annuelles SitraM est alimentée par 4 sources administratives : - le fichier rail, de la SNCF - le fichier voies navigables intérieures de « Voies Navigables de France », - les fichiers sur l'utilisation des véhicules routiers de marchandises (TRM) d'autres pays de l'UE - le fichier des Douanes recensant les transports internationaux faisant l'objet du commerce extérieur de la France.	Etablir les flux de marchandises selon le mode de transport, la nature des marchandises, l'origine et la destination, le volume et le conditionnement.
3.1 Dispositif Sitrav Système d'information sur les transports de voyageurs SOeS	Exploitation des DADS ?	Rassembler l'ensemble des données relatives aux déplacements de personnes, quel qu'en soit le mode.
Immatriculations de véhicules SOeS	Exploitations du fichier central des automobiles (FCA). données des cartes grises ainsi que les contrôles techniques des véhicules.	Etudier la dynamique du parc automobile

D.3 - Les nouveautés en 2010

➤ Les Enquêtes nouvelles en 2010

Enquête sur les consommations d'énergie dans les coopératives d'utilisation de matériel en commun et les entreprises de travaux agricoles, forestiers et ruraux	SSP
Enquête sur les déchets et déblais des entreprises de construction	SOeS
Enquête annuelle sur le chauffage urbain et la climatisation urbaine	SOeS

➤ Les autres opérations nouvelles en 2010

Caractérisation des activités environnementales au niveau régional : établissements emplois, qualifications, salaires...A l'aide de Clap et des DADS	SOeS
Déchets dangereux : localisation, mouvements frontaliers...Exploitation des déclarations transmises par les ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement).	SOeS
Recueil et exploitation des comptages sur les routes départementales (sous la responsabilité des CG) et en milieu urbain en vue d'améliorer le bilan de circulation	SOeS

➤ La diffusion nouvelle en 2010

Stratégie nationale de développement durable

- [Les indicateurs de la stratégie nationale de développement durable 2010-2013](#) - MEDDTL-SOeS-Insee
- [Les indicateurs de développement durable](#) - SOeS (numéro spécial de "la revue du CGDD")

Rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi

- [Les préconisations du rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi : quelques illustrations](#)
- [Une mesure de la qualité de vie](#) - France portrait social - Insee

Politiques en faveur du développement durable

- [Le recours au crédit d'impôt en faveur du développement durable](#) Une résidence principale sur sept rénovée entre 2005 et 2008 - Insee - MEDDTL-SOeS

Environnement - Empreinte écologique

- [Les éco-activités](#) - SOeS
- [La consommation intérieure de matières](#) - SOeS
- [CO2 et activités économiques de la France](#) - SOeS
- [Rapport d'expertise sur l'empreinte écologique](#) - MEDDTL-SOeS
- [L'environnement en France - Édition 2010](#) - MEDDTL-SOeS
- [Les émissions de CO2 du circuit économique en France](#) - Insee-MEDDTL-SOeS
- [La facture énergétique des ménages serait 10 % plus faible sans l'étalement urbain des 20 dernières années](#) - France portrait social - Insee

Biodiversité

- [Données de synthèse sur la biodiversité](#)
- [La biodiversité remarquable en France : résultats de la première évaluation des habitats et espèces d'intérêt communautaire](#) - MEDDTL-SOeS
- [Les oiseaux communs](#) - Evolution 1989-2009 - MEDDTL-SOeS

Infostat paru en 2010

- ["Les condamnés de 2007 en état de récidive ou de réitération"](#) - Casier judiciaire - Ministère de la justice et des libertés
- ["Les avocats : une profession en expansion qui se féminise"](#) - enquête du ministère de la justice et des libertés
- ["Se déclarer victime : de l'atteinte subie au dépôt de plainte"](#) - enquête cadre de vie et sécurité 2007-2008 - Ministère de la justice et des libertés

D.4 - Le suivi des avis 2010

1. Le Cnis juge très positives les avancées du SOeS pour définir les différents champs des **éco-activités** en articulation avec les réflexions méthodologiques européennes.
Il apprécie que le service statistique public puisse améliorer la connaissance dès 2010 des éco-activités par la mobilisation des enquêtes existantes. **Il souhaite une confrontation des expériences avec les autres pays européens (...)**
Il rappelle qu'une réflexion devra être menée sur la manière de prendre en compte les besoins locaux d'indicateurs sur ce thème.

Description de l'opération	Estimation des chiffres d'affaires, des exportations et des emplois dans les éco-activités
Service(s) responsables du suivi	SOeS
Réalisée, en cours, ou non ?	Estimations publiées pour la France jusqu'à 2008 dans les collections du SOeS ; une publication du SOeS en décembre 2010 sur les définitions, méthodes et comparaisons européennes
Date de collecte : Date prévue de diffusion des premiers résultats	Les estimations sont faites à partir d'enquêtes existantes (EAE puis ESANE, enquêtes de branche)

2. Le Cnis soutient les travaux en cours pour développer au niveau national, **un tableau de bord d'indicateurs du développement durable** en articulation **avec la stratégie nationale de développement durable**. Il encourage, par ailleurs, la mise à disposition par le SOeS et la DIACT d'une **base de données rassemblant les indicateurs mobilisables au niveau local**.
Il relève, dans le projet de loi Grenelle, la nécessité d'une discussion démocratique autour d'un projet de tableau de bord d'une douzaine d'indicateurs en cohérence avec les indicateurs internationaux. **Le Conseil souhaite animer, conjointement avec le CESE, et en liaison avec les CESR, la concertation nécessaire entre les statisticiens publics, les représentants de la société civile et, plus généralement, les citoyens sur son contenu.**
Ce processus devrait déboucher sur l'adoption par ces deux instances d'un projet de tableau de bord qui sera soumis au débat lors de la Conférence nationale sur les indicateurs du développement durable.
Il souligne également l'importance d'une diffusion ambitieuse et soignée, de manière à faire de ce tableau de bord et de sa mise à jour annuelle une référence dans les débats sur notre développement.

Description de l'opération	Elaboration et diffusion d'un tableau de bord
Service(s) responsables du suivi	Insee-SOeS avec appui des SSM concernés
Réalisée, en cours, ou non ?	Réalisé ; adopté lors du Comité interministériel du 27 juillet 2010, diffusé dans une publication, collection Repère, avec double timbre SOeS Insee

3. L'importance nationale et internationale des **enjeux concernant l'énergie et ses liens avec le climat** justifie une consolidation et une amélioration de la connaissance statistique de ces domaines. Le Cnis souhaite que les progrès visent en priorité la production d'énergies renouvelables y compris dans l'agriculture, la consommation d'énergie par type de consommateurs et les inventaires d'émissions de gaz à effet de serre (...)
Le Conseil apprécie l'investissement du Service statistique et prospective du ministère de l'agriculture dans **un système d'observation des dépenses directes d'énergie** et de production d'énergie renouvelable de l'ensemble de la branche agricole par l'exploitation de sources existantes (en particulier le RICA) mais également par la mise en place d'enquêtes spécifiques.

Description de l'opération	Enquêtes sur les consommations d'énergie d'une part auprès des ETA-CUMA et d'autre part auprès des exploitations agricoles. Elles visent à estimer les quantités d'énergie consommées par type d'énergie, et pour l'enquête auprès des exploitations agricoles, les quantités d'énergie renouvelable produites.
Service(s) responsables du suivi	SSP
Réalisée, en cours, ou non ?	L'enquête auprès des ETA-CUMA a été réalisée. Celle auprès des exploitations agricoles est en préparation et sera réalisée fin 2011 ou début 2012.
Si non pourquoi ?	Le report de l'enquête auprès des exploitations agricoles est justifié par la nécessité d'attendre la base de sondage issue du recensement de l'agriculture 2010
Date de collecte : Date prévue des premiers résultats	Enquête auprès des ETA-CUMA : 2 ^e et 3 ^e trimestre 2010 Enquêtes auprès des expl. agricoles: 3 ^e trim 2011 et 1 ^{er} trim 2012 Enquête auprès des ETA-CUMA : fin 2010 Enquêtes auprès des expl. agricoles: mi 2012

4. Dans le cadre du **plan « ecophyto 2018 »** et du règlement européen sur les produits phytosanitaires, le Conseil **encourage l'élargissement des enquêtes « Pratiques culturelles »** qui portaient sur les grandes cultures et la viticulture à l'arboriculture et au maraîchage.

Description de l'opération	Enquête sur les pratiques culturelles des exploitations agricoles
Service(s) responsables du suivi	SSP
Réalisée, en cours, ou non ?	Les enquêtes sur les grandes cultures, les prairies et la viticulture seront réalisées au cours de l'année 2011 (elles ont reçu leur avis d'opportunité en 2010). Les enquêtes sur l'arboriculture et les cultures légumières sont programmées pour 2012.
Date de collecte :	Enquête sur la viticulture : avril-mai 2011 Enquête sur les grandes cultures et les prairies : novembre 2011-janvier 2012

Date prévue de diffusion des premiers résultats	Enquête sur la viticulture : janvier 2012 Enquête sur les grandes cultures et prairies : 2 ^e semestre 2012
5. Le Conseil a pris connaissance de la mise en place d'un portail de l'environnement par le SOeS. Il souhaite que le service statistique public progresse vers un site unique rassemblant l'ensemble des statistiques publiques accessibles simplement et gratuitement par tous les utilisateurs dans le respect de la confidentialité des données.	
Description de l'opération	Portail de la statistique publique, Rubrique environnement
Service(s) responsables du suivi	DCSRI
Réalisée, en cours, ou non ?	En cours
Si non pourquoi ?	Des améliorations seront proposées pour offrir un panorama mieux ordonné et plus complet des informations disponibles
6. Le Conseil se félicite, que dans ses orientations à moyen terme sur la statistique environnementale, le service statistique public fasse le lien entre l'environnement et les questions sociales et de bien-être.	
Description de l'opération	Plusieurs enquêtes
Service(s) responsables du suivi	SOeS
Date de collecte : Date prévue de diffusion des premiers résultats	- Enquête auprès des Français sur la perception de la biodiversité : réalisée et publiée au 1 ^{er} semestre 2010 - Enquête sur les pratiques environnementales des Français : réalisée fin 2010, premiers résultats diffusés mi-2011 - Enquête sur le sentiment d'exposition aux risques majeurs : 2011

E - Services publics et services aux publics

Cette commission a pour mission d'examiner l'information statistique sur l'activité des différents services publics, notamment la production des administrations publiques au sens large. Les domaines couverts portent principalement sur la Défense, la Sécurité, la Justice, la Formation initiale, la Santé, la Protection sociale et les retraites et sur l'ensemble des opérateurs publics et privés.

Elle développe une approche homogène sur la connaissance de la production de services publics par les administrations mais aussi de services aux publics rendus par des entreprises privées dans le domaine de la santé et de l'éducation notamment.

Les producteurs intervenant dans ce domaine.

Insee	Services statistiques ministériels (SSM)	Autres organismes
DSDS	DREES DEPP SIES OED- Défense SDSE- Justice	Cnaf - Caisse nationale d'allocations familiales Cnav - Caisse nationale d'assurance vieillesse DCPJ - Direction centrale de la police judiciaire DGER - Agriculture et pêche INED- Inst. démographie INPES institut de prévention et d'éducation pour la santé INSERM- Santé et recherche médicale IRDES-Economie de la santé MSA-Mutualité sociale agricole OFDT Observatoire des drogues et des toxicomanies ONDRP-Observatoire de la délinquance

E.1 - Les statistiques publiques du domaine

Statistiques	Producteurs
> Santé	
Etablissements et professions de santé Etablissements, offre de soins, écoles de formation, pratiques et conditions d'exercice en médecine générale ...	Drees
Santé de la population Etat de santé, IVG, handicap-dépendance	
Dépenses de la santé Comptes de la santé Prestations des organismes complémentaires	
Périnatalité	
Handicap et santé	Insee - Drees
Santé de la population	
Arrêts de travail - indemnités	Irdes - Drees
Interactions spécifiques entre la santé et les conditions d'emploi passées et présentes sur les individus âgés de 50 ans ou plus	Irdes - Insee
Etat de santé, consommation de soins, assurances	Irdes
Pratiques médicales des ménages, déterminants sociaux et environnementaux en matière de santé	Inserm
« Baromètre santé » comportement des ménages	Inpes
Usage de drogues, toxicomanie	OFDT
> Action sociale	
Etablissements et professions de l'action sociale Petite enfance, enfance en danger, handicap... Etablissements de formation aux professions sociales : effectifs - diplômés	Drees
Aide sociale des Départements Bénéficiaires et dépenses Minima sociaux Caractéristiques des bénéficiaires, flux	
Retraite Retraités : socio-démographie, montants des retraites, durée des cotisations, dernier revenu Cotisants : socio-démographie, activité, durée de carrière, d'affiliation, montant des droits* Epargne retraite : souscripteurs, cotisations et rentes versées	
Comptes de la protection sociale	
Allocataires et prestations versées par les CAF	Cnaf
Opinions des Français sur les politiques familiales et sociales	

Allocataires et prestations des régimes de sécu du code rural	<i>MSA</i>
Régime général assurance vieillesse : bénéficiaires et pensions	<i>Cnav</i>
Dispositifs d'incitation à la prolongation d'activité existants (surcote, cumul emploi-retraite, retraite progressive)	
Projections, prévisions en matière d'assurance vieillesse	
> Formation initiale	
Elèves et apprentis (effectifs et prévisions)	<i>Depp</i>
Évaluations de compétences des élèves	
Personnels de l'éducation nationale (effectifs, service des enseignants, masse indiciaire, congés, absences non remplacées, conditions de travail)	
Vie de l'élève (absentéisme, violence en milieu scolaire)	
Élèves à besoins particuliers (élèves handicapés, élèves non francophones)	
Résultats aux concours (pour les personnels) et aux examens (pour les élèves)	
Patrimoine des établissements (comptes financiers des établissements publics du second degré, technologies de l'information et de la communication, subventions reçues au titre de la taxe d'apprentissage)	
Effectifs d'étudiants	<i>Sies</i>
Prévisions nombre d'étudiants	
Diplômes délivrés dans l'enseignement supérieur	
Elèves et étudiants boursiers de l'enseignement supérieur	<i>Dger</i>
Enseignement agricole : établissements, effectifs, suivi des élèves	
> Justice et délinquance	
Etablissements et population pénitentiaire Etablissements, personnels et activités par juridictions Professions et établissements judiciaires Affaires et condamnations par juridictions Justice des mineurs	<i>SDSE</i>
Faits constatés par la police et la gendarmerie, faits élucidés et personnes mises en cause	<i>ONDRP - DPJ</i>
Victimation : cadre de vie et sécurité	<i>ONDRP - Insee</i>
Violence, victimation en milieu scolaire	<i>DEPP - ONDRP</i>
> Défense	
Equipements, agents	<i>OED</i>

E.2 - Les opérations de production permanentes ou récurrentes

➤ Les enquêtes répétitives

Panel d'élèves du second degré recrutés en 2007	A	Depp
Panel d'élèves du premier degré recrutés en 1997	A	
Effectifs d'élèves du second degré dans les établissements privés d'enseignement	A	
Effectifs d'élèves dans les classes préparatoires aux grandes écoles dans les étab. privés	A	
Effectifs d'élèves dans les sections de techniciens supérieurs dans les étab. privés	A	
Le devenir des bacheliers (panel d'élèves)	A	Sies
Enquête sur le devenir des bacheliers 2008	A	
Enquête sur les taux de satisfaction des usagers de l'enseignement agricole	A	Dger
Enquête sur les taux de satisfaction des stagiaires à l'étranger de l'enseignement agricole	A	
Enquête de victimation « cadre de vie et sécurité »	A	Insee - ONDRP
Module « violences sensibles » de l'enquête de victimation	A	
Baromètre santé	A	Inpes
Enquête auprès des organismes offrant une couverture complémentaire santé	A	Drees

➤ Les enquêtes à périodicité pluriannuelle

Enquête de satisfaction dans les CAF (2004, 2007)	Cnaf
Enquête KABP sida (depuis 1992, tous les 3 ans)	Inpes - ORS IDF InVS
Enquête Santé (1960-61, 1970-71, 1980-81, 1991-92, 2002-03)	Insee - Drees - Inserm - InVS
Enquête SHARE (santé, vieillissement et retraite) (2004, 2006, 2008-2009)	Irdes - Insee
Enquête santé, protection sociale (tous les 2 ans)	Irdes
Enquête périnatale (1991, 1998, 2003, 2010)	Drees - Inserm
Enquête sur la santé et les consommations lors de la journée d'appel de préparation à la défense (2000, 2001, 2002, 2003, 2005, 2008, 2011)	OFDT
Enquête sur les représentations, opinions et perceptions sur les psychotropes (EROPP) (1999, 2002, 2008)	OFDT

➤ Les autres opérations de production statistique (hors enquêtes)

Opérations	Type	Objectif
Statistiques sur la criminalité et la délinquance (ONDRP) (DCPJ pour les états 4001)	Exploitation de plusieurs sources administratives : - « états » 4001 qui enregistrent les crimes et délits constatés par la police et la gendarmerie (DCPJ). - « mains courantes » déposées dans les commissariats, - contraventions enregistrées par la gendarmerie nationale	Etablir les statistiques de crimes et délits
Base nationale du système de traitement des infractions constatées (STIC) DCPJ		Etablir des statistiques complémentaires aux résultats issus de l'état 4001, notamment ceux concernant les victimes, les lieux des infractions, les modes opératoires ou encore les objets.
Statistiques sur la justice (SDSE - Justice)	Exploitation des activités par juridictions	- justice civile : activité des juridictions, durées de procédures - justice pénale : affaires et condamnations par juridictions, taux de récidive. - administration pénitentiaire : établissements, exécution des peines protection judiciaire de la jeunesse
Base centrale des établissements	- Répertoire	Recenser les établissements de

Opérations	Type	Objectif
(système RAMSESE) Depp		l'ensemble du système éducatif
Cryptage des identifiants d'élèves et d'étudiants Depp	Application	Apparier des fichiers d'élèves rendus totalement anonymes, sans possibilité de retour aux identifiants
Etudiants - SISE Sies	Exploitation du système de gestion des étudiants : SISE (étudiants)	Rassembler des données sur la scolarité des étudiants : Inscriptions Effectifs Diplômes Personnel administratif ...
Scolarité des élèves et apprentis de l'agriculture et de la pêche Dger	Exploitation de recueil de données administratives sur les établissements et les effectifs dans l'enseignement agricole	Eléments de cadrage pour organiser l'enseignement agricole
Allocations familiales et allocataires Cnaf	Exploitation des fichiers relatifs aux : - prestations légales - RMI/RSA - prestations logement - bénéficiaires de l'aide au foyer	Accompagner le pilotage et l'évaluation de l'action sociale. Publier des statistiques sur les allocataires et des statistiques financières d'action sociale.
Minima sociaux Drees	Synthèse de sources sur les minima sociaux : cnaf, unedic...	Etablir les caractéristiques socio-démographiques des bénéficiaires de minima sociaux : âge, sexe, situation familiale, diplôme...
Bénéficiaires de l'aide sociale (pers. âgées, handicapés, enfance) Drees	Exploitation des prestations des conseils généraux : handicap, autonomie, RSA, aide à l'enfance...	Accompagner le pilotage et l'évaluation des politiques sociales
Prestataires et allocations liés aux retraites Comportements face à la retraite Cnav	Exploitation de la base de gestion des retraités ainsi que de fichiers comptables	Accompagner le pilotage et l'évaluation des politiques de retraites
Retraites Retraités, bénéficiaires, minimum vieillesse, épargne, Drees	Exploitation de la base de gestion des retraités ainsi que des données des sociétés de gestion de l'épargne, d'assurances et de mutuelles.	Accompagner le pilotage et l'évaluation des politiques de retraites
Santé, retraite et emploi dans le monde agricole MSA	Exploitation du système d'information sur les agriculteurs de la MSA	Dresser le portrait socio-démographiques des agriculteurs dans l'Annuaire statistique des agriculteurs
Dépenses d'assurance maladie, consommation de soins, activité des professionnels de santé... Risques professionnels CnamTS	Exploitation des sources : - SNIIR-AM : système d'information unifié de l'assurance maladie - CMUC : Couverture médicale universelle complémentaire	Accompagner le pilotage et l'évaluation des politiques de santé
Etablissements et profession de santé Drees	Exploitation des sources : - Adeli : Automatisation DEs Llistes de professionnels de la santé - Finess : National des Établissements Sanitaires et Sociaux du ministère chargé de la santé et de la protection sociale. - SAE : stat annuelle des établissements de santé	Accompagner le pilotage et l'évaluation des politiques de santé Etudier la couverture des territoires en matière d'offre de soins.
Etat de santé . mère-enfant . scolaires Drees	Exploitation des sources : Certificats de santé Examens scolaires	Accompagner le pilotage et l'évaluation des politiques de santé
Arrêts de travail IRDES - Drees	Exploitation des données sur les arrêts de travail, panel annuel depuis 2008	Etudier les mécanismes d'arrêts de travail des salariés du privé, en lien avec la nature et la spécificité des établissements
Protection maternelle et infantile Drees	Exploitation des données des conseils généraux	Accompagner le pilotage et l'évaluation des politiques de santé
Statistiques sur les établissements et personnels de la Défense	Exploitation de la base de données SANDIE (Statistiques ANnuelles sur la Défense, son Industrie et ses Entreprises)	Etablir l'annuaire statistique de la Défense

E.3 - Les nouveautés en 2010

➤ Les enquêtes nouvelles en 2010

Enq devenir des jeunes participant à l'expérimentation sociale « impact de dix Écoles de la Deuxième Chance »	CREST-EEP
Enquête Santé et itinéraire professionnel - Seconde vague	DREES
Enquête nationale périnatale 2010	DREES
Enquête Santé, protection sociale	IRDES

➤ Les autres opérations nouvelles en 2010

Les polypensionnés dans la fonction publique : exploitation de l'échantillon inter-régime de la Drees	DGAFP
Suivi du cumul emploi-retraite à partir des données de retraités et de carrière	Cnav
Exploitation des déclarations de main courante : étude de faisabilité	ONDRP

➤ La diffusion nouvelle en 2010

Protection sociale

- [Les établissements hébergeant des enfants et des adolescents en difficulté sociale](#) - Enquête 2008 auprès des établissements et services accueillant des adultes et des enfants en difficulté sociale - *Drees*
- [Les intervenantes au domicile des personnes fragilisées en 2008](#) - Enquête auprès des intervenantes - *Drees*

Santé

- [Santé et recours aux soins des femmes et des hommes](#) - Enquête Handicap-Santé 2008 - *Drees*
- [Les discriminations liées au handicap et à la santé](#) Enquête Handicap-Santé 2008 - *Insee*
- [Une approche de l'autonomie chez les adultes et les personnes âgées](#) - Enquête Handicap-Santé 2008 - *Drees*
- [Les accidents et agressions corporelles chez les personnes âgées](#) - Enquête permanente sur les accidents de la vie courante - Enquête « Cadre de vie et sécurité » 2008 et 2009 - *Ined*
- [Evolution de l'opinion et de la perception des Français sur les drogues 1999-2008](#) - *OFDT*

Retraites

- [Regards croisés sur les régimes de retraite des indépendants et des salariés](#) - Recueil de données 2008 - *Cnav*
- [Les retraités et les retraites en 2008](#) - *Drees*
- [La retraite supplémentaire facultative en France](#) - Enquête Retraite supplémentaire facultative 2008 - *Drees*
- [Des intentions aux décisions de départ à la retraite](#) - Enquête « Intentions de départ à la retraite », *Cnav*, *Drees*
- [La mortalité différentielle des retraités](#) - Estimation à partir de l'échantillon interrégimes de retraités et applications - *Drees*

Scolarité - Orientation scolaire

- [Orientation après le bac : quand le lycée fait la différence](#) - Sources : Panel 1995 d'élèves du second degré, enquête « jeunes 2002 » - *Cereq*
- [Les bacheliers du panel 1995 : évolution et analyse des parcours](#) - panels d'élèves du second degré recrutés en 1989 et 1995 - *Depp*
- [Première publication d'un indice sur le coût de la vie étudiante](#) - Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche

Sécurité - Justice

- [Les caractéristiques des cambriolages de la résidence principale](#) - Enquêtes « cadre de vie et sécurité » - *ONDRP*
- [Les victimes de délit et le jugement de leur affaire : entre satisfaction et incompréhension](#) - Enquête victimes 2008 - Ministère de la Justice et des Libertés.

E.4 - Le suivi des avis 2010

1. Le Cnis apprécie les travaux réalisés par la Caisse nationale d'assurance vieillesse et la Drees pour développer le système d'information sur les retraites. Il note avec satisfaction les améliorations portées à la version 2008 de l'**Echantillon Inter-régimes des Retraités (EIR)** qui sera finalisée en 2010 par :

- un suivi beaucoup plus précis des générations de liquidants via une représentation plus étoffée de toutes les générations (et non plus une sur deux) autour de 60 ans ;
- une information plus homogène en provenance des différents régimes. On distinguera ainsi mieux périodes cotisées et périodes validées par exemple au titre de l'assurance chômage.

Il souhaite que le service statistique public poursuive ses efforts pour améliorer encore la connaissance des parcours des cotisants dans toutes leurs diversités en s'intéressant en particulier à la période de transition entre l'emploi et la retraite.

Le Conseil encourage également le **service statistique public** à entreprendre les travaux sur les **différentiels de mortalité et de morbidité** liés à l'activité professionnelle.

Description de l'opération	La production du fichier de l' échantillon interrégime de retraités (EIR) 2008 s'est poursuivie en 2010. Conformément à l'avis du CNIS, l'EIR 2008 surreprésente les générations proches de 60 ans en 2008. Le fichier disponible pour les études sera finalisé au cours de l'automne et des premiers résultats devraient être disponibles avant la fin de l'année.
Service(s) responsables du suivi	Drees
Réalisée, en cours, ou non ?	Conformément à l'avis du CNIS, l'EIR 2008 surreprésente les générations proches de 60 ans en 2008.
Date prévue de diffusion des premiers résultats	Le fichier disponible pour les études sera finalisé au cours de l'automne et des premiers résultats devraient être disponibles avant la fin de l'année.
Description de l'opération	Les efforts de conceptualisation engagés, notamment pour améliorer la représentativité de l'échantillon et l'homogénéité de l'information entre les différents régimes , ont été poursuivis pour la préparation de l'échantillon inter-régimes des cotisants - EIC 2009 - dont le contenu sera lui aussi enrichi et amélioré par rapport à celui de l'EIC 2005.
Service(s) responsables du suivi	Drees
Description de l'opération	Concernant les parcours de fins de carrière , plusieurs études ont été publiées sur les âges de sorties du marché du travail et l'impact des réformes, pour les salariés du privé et pour les fonctionnaires. Par ailleurs une enquête sur les motivations de départ à la retraite des nouveaux panels trajectoires retraités du régime général a été réalisée, en lien avec la direction de la sécurité sociale et la Cnav.
Service(s) responsables du suivi	Drees DSS et Cnav
Réalisée, en cours, ou non ?	En cours
Date prévue de diffusion des premiers résultats	Des premiers résultats ont été publiés en juin 2010.
Description de l'opération	Un document de travail sur l'estimation de l' espérance de vie des retraités en fonction de leurs caractéristiques (niveau de la pension, statut cadre ou non cadre, etc.) a été publié. D'autres travaux sont toujours en cours sur ce thème, notamment en ce qui concerne le lien entre mortalité et catégorie socio-professionnelle.
Service(s) responsables du suivi	Drees
Réalisée, en cours, ou non ?	En cours

2. Le Conseil suivra avec une attention particulière la préparation du règlement européen sur les **enquêtes sur la santé** dont la collecte est prévue en 2014. Dans cette perspective, il souhaite que soient tirés tous les enseignements de la fusion des enquêtes Handicap et Santé réalisées en 2008-2009 et **qu'une réflexion soit menée sur l'articulation de la future enquête européenne sur la santé avec les autres enquêtes existantes en France** sur les mêmes thématiques.

Description de l'opération	Mise en œuvre du règlement communautaire sur l'enquête déclarative de santé (European Health Interview Survey, EHIS), quinquennale, 1 ^{ère} édition en 2014. Bien que le projet de règlement ne soit pas achevé, les grandes lignes du projet européen sont connues. L'enquête Handicap-santé collectée en 2008 et 2009 en tenait déjà compte, en particulier elle a été collectée auprès de personnes hébergées en institution. Le principal enseignement est la lourdeur de la collecte en institution.
Service(s) responsables du suivi	DREES L'Insee qui assurait la maîtrise d'ouvrage des enquêtes Santé jusqu'à présent a transféré cette maîtrise d'ouvrage à la DREES. Dans un souci de rationalisation des opérations statistiques sur la santé et en accord avec la CNAM-TS et l'Irdes, la DREES envisage que l'enquête Santé et protection sociale de l'Irdes soit le support de EHIS pour la France. Cela entraînera une refonte importante de cette enquête Santé et protection sociale afin qu'elle puisse accueillir les questions de EHIS

Réalisée, en cours, ou non ?	En préparation
Date de collecte :	2014
Date prévue de diffusion des premiers résultats	2016 a priori (dépend notamment du contenu du règlement communautaire sur ce point)
<p>3. Le Conseil soutient le développement par la Drees d'un pôle d'expertise des données administratives pour améliorer la connaissance de l'emploi et des revenus d'activité dans les secteurs sanitaire, médico-social et social, adossé au système SIERA de l'Insee et réduire autant que possible la charge d'enquêtes auprès des établissements. Le Cnis souhaite que les données administratives ainsi produites soient accessibles pour les chercheurs pour une utilisation à des fins statistiques dans le respect des règles du secret.</p>	
Description de l'opération	Un pôle d'analyse des données administratives relatives à l'emploi et aux revenus d'activité dans les secteurs sanitaires et médico-sociaux sera monté dans le cadre de la création du centre statistique de Metz, au sein du centre « statistiques sociales et locales » (SSL). Ce pôle regroupera notamment des travaux de production et d'exploitation de sources administratives et d'enquêtes auprès des entreprises en matière d'emploi, de revenus d'activité et d'activités sanitaires et sociales, avec en outre les enquêtes européennes sur le coût de la main d'œuvre et la structure des salaires (enquêtes CMOSS).
Service(s) responsables du suivi	Drees
Réalisée, en cours, ou non ?	2013
<p>4. Le Conseil apporte son soutien aux opérations de géoréférencement des bases de données administratives, en particulier les fichiers d'élèves et d'établissements. Il sera ainsi possible de répondre à la demande de statistiques locales et d'indicateurs territoriaux sur les établissements d'enseignement ou les élèves en zone urbaine sensible par exemple.</p>	
Description de l'opération	Géoréférencement des établissements et des élèves
Service(s) responsables du suivi	DEPP (bureaux A4 et B1), en collaboration avec l'Insee pour le géoréférencement des élèves.
Réalisée, en cours, ou non ?	En cours
<p>5. Le Conseil exprime de nouveau l'importance qu'il accorde à la constitution d'un système d'information permettant de suivre les parcours scolaires des élèves et étudiants. Il réaffirme le besoin d'analyser ces parcours et leur diversité. A cet égard, il appuie la DEPP dans ses efforts d'explicitier les finalités de l'identifiant unique élève et celles des informations sociales contenues dans les bases de données qu'elle utilise.</p>	
Description de l'opération	Constitution du Répertoire National des Identifiants des Elèves, apprentis et étudiants (RNIE)
Service(s) responsables du suivi	DEPP bureau A4
Réalisée, en cours, ou non ?	En cours (projet d'arrêté)
<p>6. Le Conseil a enregistré la reconnaissance de la sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (MSER) comme service statistique ministériel après avis de l'Autorité de la statistique publique. Il suivra avec intérêt son programme de travail.</p>	
Description de l'opération	La sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques figure sur la liste des services statistiques ministériels depuis début 2010 (arrêté du 25 janvier 2010). Elle a notamment repris, sans interruption du service rendu, les attributions exercées par l'ancienne sous direction C de la DEPP en matière d'enseignement supérieur et de recherche dont elle est principalement issue. Elle doit tirer parti de sa double compétence en statistiques et systèmes d'information, pour développer l'utilisation statistique des données de gestion produites par les processus mis en œuvre par le MESR, notamment le processus de contractualisation avec les établissements d'enseignement supérieur et les organismes de recherche. Enfin, elle doit conforter le dispositif de mesure de l'insertion professionnelle des diplômés de l'université (cf. point 7)
Service(s) responsables du suivi	SIES
Réalisée	Janvier 2010
<p>7. Le Conseil se félicite de la démarche conjointe engagée par le MESR et les établissements d'enseignement supérieur en vue de mesurer l'insertion professionnelle des diplômés ; il suivra attentivement la première collecte d'information, engagée fin 2009 auprès des diplômés de Master, Licence Professionnelle et Diplôme Universitaire de Technologie et son élargissement progressif, année après année, à l'ensemble des diplômés.</p>	
Description de l'opération	Un dispositif homogène d'enquête et de traitement de données relatives à l'insertion professionnelle des étudiants au niveau national a été mis en place par le SIES. Une charte élaborée par un groupe de pilotage comprenant outre le MESR, la conférence des présidents d'université (CPU), le CEREQ et la délégation interministérielle à l'orientation (DIO) a défini un ensemble de règles communes destinées à garantir la comparabilité des résultats entre les universités. L'opération de collecte des données est menée par les universités elles-mêmes, selon un tronc commun de questions. Une première enquête a été menée en décembre 2009 auprès de diplômés de master, les titulaires d'un DUT et d'une licence professionnelle de la session 2007. Pour ces deux dernières

	<p>populations, la collecte s'appuie sur les deux enquêtes nationales de devenir des diplômés qui existaient déjà (depuis 2003 pour les DUT et depuis 2004 pour les licences professionnelles).</p> <p>L'enquête doit être reconduite chaque année. En 2010, elle le sera sur le même champ qu'en 2009 : les diplômés de master, licence professionnelle et DUT de la session 2008. A partir de 2011, elle sera ensuite progressivement étendue aux diplômés d'une licence LMD et d'un doctorat.</p>
Service(s) responsables du suivi	SIES
Réalisée, en cours, ou non ?	1ere réalisation fin 2009
S'il s'agit d'une enquête n° de visa	Le dispositif fera l'objet d'une demande d'opportunité face à la commission Services Publics et services au Public le 24 novembre 2010.
Date de collecte : Date prévue de diffusion des premiers résultats	1 ^{er} décembre 2009 -30 avril 2010 15 octobre 2010

F - Système financier et financement de l'économie

La commission a pour champ de compétence l'ensemble des questions monétaires et financières au sens traditionnel ainsi que la description des caractéristiques spécifiques des acteurs du domaine. Elle prend également en compte les questions de financement et d'endettement des acteurs non financiers (entreprises, ménages, pouvoirs publics). Elle traite également de l'assise statistique nécessaire aux comptes nationaux pour les acteurs financiers et les comptes financiers des acteurs non financiers.

Les producteurs intervenant dans ce domaine.

Insee	Services statistiques ministériels (SSM)	Autres organismes
DESE D S E	DGCL	BDF ACAM - Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles DGFIP - DG Finances publiques DGCL - DG collectivités locales

F.1 - Les statistiques publiques du domaine « Système financier et financement de l'économie »

Statistiques	Producteurs
> Comptes nationaux - Finances publiques	
Comptabilité nationale financière Comptes nationaux <ul style="list-style-type: none"> - non financiers des institutions financières - financiers de l'ensemble des secteurs - balance des paiements Intérêts reçus et versés par les agents économiques	<i>Banque de France</i>
Finances publiques Données relatives au secteur des administrations publiques : comptes des administrations publiques, dette et déficit public au sens de Maastricht, dépenses et recettes (y compris les prélèvements obligatoires, principaux impôts et dépenses par fonctions), comptes nationaux de secteurs (non financiers, financiers, patrimoine, régionaux)	<i>Insee</i>
Comptes de l'Etat et des administrations publiques	<i>DGFIP</i>
Finances des collectivités locales	<i>DGCL</i>
> Autres thèmes	
Statistiques monétaires <ul style="list-style-type: none"> - bilan agrégé des institutions financières monétaires (IFM) - opérations de dépôts, de crédit et de portefeuille titres des IFM - taux d'intérêt débiteurs et créditeurs des établissements de crédit - coût du crédit aux entreprises et calcul des taux de l'usure - agrégats sur les placements intermédiés Statistiques concernant la monnaie fiduciaire, les moyens de paiement scripturaux et les systèmes de paiement des titres Valeurs mobilières Titres financiers (stocks et flux, pays et secteur de l'émetteur et du détenteur, valeur nominale) Statistiques bancaires Statistiques comptables et prudentielles des organismes de crédit Statistiques sur les autres intermédiaires financiers et les assurances International <ul style="list-style-type: none"> - créances et dettes auprès de partenaires non résidents en France - investissements directs à l'étranger 	<i>Banque de France</i>
Statistiques sur les autres intermédiaires financiers et les assurances Crédit-bail : montants, secteurs d'activité des entreprises clientes, localisation et nature des biens	<i>Insee</i>
Statistiques sur les autres intermédiaires financiers et les assurances	<i>ACAM</i>

F.2 - Les opérations de production permanentes ou récurrentes

➤ Les enquêtes répétitives

Enquête complémentaire sur les échanges internationaux de services (ECEIS)	A	Banque de France
Enquête sur les créances et dettes commerciales des entreprises résidentes vis-à-vis des partenaires non résidents	T	
Enquête sur la trésorerie, les dépenses d'investissement et les marges dans l'industrie	T	
Enquête contribution des émetteurs d'actions cotées à Protide	A	
Enquête crédit-bail	A	Insee - Dese

➤ Les enquêtes à périodicité pluriannuelle

➤ Les autres opérations de production statistique (hors enquêtes)

Opérations	Type	Objectif
Statistiques monétaires <i>Banque de France</i>	Compilation statistique des : - situations comptables des établissements de crédit, - déclarations transmises par les OPCVM ² monétaires, - dépôts collectés par La Poste et le Trésor, éléments comptables de la BdF fournis par la comptabilité publique	Connaître la situation monétaire de la France au sein de la zone Euro : taux, crédit, endettement des sociétés non financières...
Investissements directs étrangers en France <i>Banque de France</i>	Fichier bancaire des entreprises (Fiben) de la BdF	
Comptabilité nationale financière <i>Banque de France</i>	Bilans financier	
Statistiques bancaires <i>Autorité de Contrôle Prudentiel</i>	Exploitation des BAFI : Bases de Données des Agents Financiers	Etablir des états comptables et prudentiels des organismes de crédit

F.3 - Les nouveautés en 2010

➤ Les enquêtes nouvelles en 2010

Enquête européenne sur l'accès au financement des PME employant au moins 10 salariés	INSEE-DSE
--	-----------

➤ Les autres opérations nouvelles en 2010

Exploitation de la base de données sur les assurances à partir des documents collectés par l'ex-ACAM	BDF
Exploitation du fichier des déclarations d'exportations de services vers les pays de l'UE	BDF
Intégration au reporting « SURFI » des états COREP portant sur la solvabilité selon les nouvelles normes et des états FINREP portant sur les comptes consolidés aux normes établies sous périmètre prudentiel.	BDF

➤ La diffusion nouvelle en 2010

- [Les déterminants de la multibancarité des entreprises en France](#) - Banque de France
- [Rapport sur la situation des finances publiques](#) - Paul CHAMPSAUR et Jean-Philippe COTIS

² Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières

F.4 - Le suivi des avis 2010

1. Le Cnis a pris connaissance avec intérêt des différents indicateurs de la Banque de France permettant de suivre l'évolution de la **situation financière des PME**. Il soutient le **projet d'enquête européenne sur l'accès de ces entreprises au financement** qui devrait permettre d'affiner et de compléter l'information disponible dans ce domaine.

Description de l'opération	Enquête semestrielle européenne sur l'accès des entreprises au financement
Service(s) responsables du suivi	Banque centrale européenne
Réalisée, en cours, ou non ?	Réalisé. Deux vagues d'enquêtes ont été menées. Les résultats de la première (2 ^e semestre 2009) sont publics. Ceux de la dernière enquête devraient l'être bientôt.

2. Le Conseil a pris connaissance du bilan de la mise en place du **dispositif informatisé d'acquisition de données sur les assurances et les mutuelles** par la Banque de France. Il soutient les efforts qui sont entrepris pour développer l'information statistique et les analyses pour améliorer la connaissance de ce secteur. Il demande qu'un plan de diffusion des informations disponibles soit présenté lors d'une prochaine réunion.

Description de l'opération	Élaboration d'un Stat Info sur les assurances
Service(s) responsables du suivi	DSMF-SAS2I
Réalisée, en cours, ou non ?	En cours
Date de collecte : Date prévue de diffusion des premiers résultats	Début 2011

3. Le Cnis demande à ce que le Service statistique public (SSP) et la Banque de France présentent régulièrement **les principes internationaux de comptabilité nationale et leur évolution**.

Description de l'opération	Présentation en commission SFFE en tant que de besoin
Service(s) responsables du suivi	DCN à l'Insee, DSMF-SESOF à la Banque de France
Réalisée, en cours, ou non ?	Non à ce jour
Si non pourquoi ?	Les principes ne bougeront - à la marge - qu'à l'occasion de la mise en œuvre du nouveau SEC en 2014. Plus précisément, la méthodologie d'estimation de la production de services d'intermédiation financière indirectement mesurée pourrait être modifiée, mais la décision finale ne sera connue sur ce sujet qu'à l'issue des travaux d'une Task force organisée par Eurostat et la BCE jusqu'à l'automne 2011.

4. Le Conseil a pris bonne note du mandat du groupe de travail **sur le micro crédit**. Il approuve ses objectifs : élaborer une définition claire et opérationnelle du micro crédit et préciser les informations à construire par le SSP et la Banque de France pour en suivre le développement et améliorer la connaissance des micro-entreprises et notamment des auto entrepreneurs. Il souhaite qu'une réflexion soit menée pour préciser dans quelles conditions le SSP peut améliorer l'observation du secteur informel.

Description de l'opération	Élaborer une définition claire et opérationnelle du micro crédit et préciser les informations à construire par le SSP et la Banque de France pour en suivre le développement et améliorer la connaissance des micro-entreprises
Service(s) responsables du suivi	DSMF-SASM
Réalisée, en cours, ou non ?	En cours. Le groupe de travail a communiqué au ministre chargé de l'économie, le 13 avril 2010, des définitions du microcrédit professionnel et personnel, étape indispensable à la mise en place de la collecte. Il concentre depuis le mois de mai son attention sur les moyens d'améliorer la connaissance des micro-entreprises via la modification de l'enquête SINE.
Date de collecte : Date prévue de diffusion des premiers résultats	La première collecte auprès des établissements de crédit et des associations ou fondations impliquées dans le microcrédit devrait être organisée dans les prochains mois

5. Le Conseil salue l'importance et la qualité des travaux du groupe de travail présidé par G. de Margerie sur **les « groupes financiers »**. Il approuve les préconisations du rapport dont il suivra régulièrement la mise en œuvre. Il souhaite à cet égard que soit explicitée chaque année **l'écart entre la mesure de la valeur ajoutée des services financiers qui ressort des comptes nationaux et celle du produit net bancaire** qui ressort des comptes de la profession. Il note que les données produites par la statistique publique sont de qualité pour l'élaboration des statistiques agrégées mais ne permettent pas d'approfondir **l'analyse en sous-secteurs d'activité** ou en « métiers » lorsqu'il s'agit de descendre à un niveau fin qui est celui qui répondrait davantage aux attentes des professionnels. **Il souhaite qu'un groupe de travail ad hoc** associant Banque de France, Autorité de contrôle prudentiel, Insee ainsi que des représentants des associations professionnelles **définisse les grandes familles de métiers pertinentes et examine la possibilité** d'établir des statistiques à ce niveau, **en particulier pour les banques. Il souhaite que ces travaux puissent être pris en compte dans** les orientations européennes en matière de collecte d'informations et de constitutions de bases de données et notamment celles qui résulteront de la création de l'European Systemic Risk Board (ESRB).

Description de l'opération	Constitution d'un groupe de travail sur les métiers bancaires
----------------------------	---

Service(s) responsables du suivi	BdF, Insee et ACP
Réalisée, en cours, ou non ?	Non pour l'instant. Du côté Insee, le DCN est prêt à participer à un groupe de travail de ce type à compter de l'automne 2011 (faute de moyens humains avant cette date), de même que la Banque de France et l'ACP. Un projet de mandat sera présenté au bureau du Cnis en juin 2011.
<p>6. Le Conseil salue les travaux du groupe de travail qui ont mis en lumière, pour la première fois de manière chiffrée les écarts très importants entre la vision des comptes nationaux centrée sur la valeur ajoutée du secteur financier et celle du "produit net bancaire" tel que défini par la comptabilité bancaire. Il demande qu'un suivi des écarts entre les différentes mesures de l'activité bancaire soit réalisé régulièrement et fasse l'objet d'une publication en marge de la diffusion des comptes nationaux. Il demande que la question de la mesure de l'activité bancaire soit posée au niveau international.</p>	
Description de l'opération	Publication régulière du suivi des écarts entre VA bancaire et PNB
Service(s) responsables du suivi	DCN-Insee et DSMF-SESOF à la Banque de France
Réalisée, en cours, ou non ?	Réalisée sur l'année 2009 dans le cadre d'une fiche consacrée au compte des institutions financières d'Insee-Référence, « l'Économie française » publié en juin 2010. Cet exercice sera renouvelé en 2011.
<p>7. Le Cnis soutient la démarche de la Banque de France visant à définir les conditions pratiques de mise à disposition des organismes de recherche de statistiques individuelles anonymisées relatives aux institutions financières. Cette mise à disposition devra naturellement respecter la réglementation communautaire concernant la collecte d'informations par le SEBC.</p>	
Description de l'opération	Définition des conditions pratiques de mise à disposition des organismes de recherche de statistiques individuelles anonymisées relatives aux institutions financières.
Service(s) responsables du suivi	DSMF (SASM et SAS2I) Banque de France
Réalisée, en cours, ou non ?	En cours. Une convention va être conclue avec des chercheurs afin de leur fournir des données anonymisées issues de la collecte CEFIT – qui recueille les statistiques sur les encours de dépôts et crédits inscrits au bilan des établissements de crédit de chaque département de la métropole – dans le cadre d'une recherche sur le développement économique local. Par ailleurs, une technique d'anonymisation des données de portefeuilles ligne par ligne des OPCVM a été développée, qui devait autoriser prochainement la fourniture de ces informations aux chercheurs intéressés.
<p>8. Afin d'améliorer l'information concernant le système financier, le Cnis recommande la publication de statistiques si possible trimestrielles sur le niveau et la dispersion des risques bancaires dans un cadre européen coordonné. Ces statistiques devraient notamment comprendre des mesures des différents types de risques, tels que définis par la réglementation en vigueur sur les fonds propres, ainsi que des indicateurs concernant la liquidité des établissements de crédit.</p>	
Description de l'opération	Publication de statistiques, si possible trimestrielles, sur le niveau et la dispersion des risques bancaires dans un cadre européen coordonné
Service(s) responsables du suivi	ACP
Réalisée, en cours, ou non ?	Non pour l'instant
Si non pourquoi ?	Une coordination européenne en matière de publication de données de risque sur les banques est indispensable. Elle est indissociable des évolutions institutionnelles en cours, qui se traduiront notamment par la mise en place, dès le début de 2011, du Conseil européen du risque systémique et d'autorités sectorielles, dont l'Autorité bancaire européenne. Il appartiendra à ces futures institutions de fixer de manière coordonnée le cadre et la fréquence de la publication de données sur les risques financiers, dans le cadre des pouvoirs qui leur sont conférés par les textes européens. La France entend pleinement s'inscrire dans le cadre de cette coordination, mais ne peut en prendre l'initiative. Cette question paraît donc devoir être mise en suspens pour le moment, dans l'attente de la mise en place de la nouvelle architecture. Sur le fond, sans contester le fait qu'une meilleure information dans le domaine de la liquidité bancaire soit utile, des questions délicates se posent, qu'il convient de traiter au préalable, afin que les marchés ne fassent pas une mauvaise interprétation des données qui seraient fournies. Ces aspects seront traités une fois que la réglementation internationale en matière de liquidité aura été arrêtée.

G - Territoires

Cette commission a pour objectif de veiller à la mise à disposition d'une information statistique permettant à chaque catégorie d'acteur économique et social aux plans régional et local de pouvoir prendre ses décisions de façon éclairée.

L'information statistique localisée prend une importance croissante et en particulier le géo-référencement des grandes sources administratives. La décentralisation modifie les responsabilités de la production de certaines sources d'informations localisées ce qui peut constituer un sujet de préoccupation au regard de la qualité et de l'homogénéité de la statistique.

Les producteurs intervenant dans ce domaine.

Insee	Services statistiques ministériels (SSM)	Autres organismes
DAR et autres directions	DGCL DARES) DREES DGAFP DEPP/SIES SOeS SSP SDSE-Justice DEPS	CEE CEREQ DATAR IRDES

G.1 - Les statistiques publiques du domaine « Territoire »

Statistiques	Producteurs
> Population	
Démographie Activité-Emploi Revenus	<i>Insee</i>
> Logement	
Parc de logements et ses occupants	<i>Insee</i>
Construction neuve Parc locatif social Prix des terrains à bâtir Commercialisation des logements neufs par les promoteurs	<i>SOeS</i>
> Santé - Action sociale	
Etablissements sanitaires et sociaux - Personnel - Capacité d'accueil Hospitalisation Accidents du travail et maladies professionnelles Dépenses d'aide sociale	<i>Drees</i>
Causes de décès	<i>Inserm</i>
Accidents du travail	<i>CNAMTS</i>
Allocataires, prestations	<i>CNAMTS - Cnaf Cnam - Cnav CCMSA</i>
> Mode de vie	
Culture - Etablissements culturels, fréquentation	<i>Deps</i>
Condamnations	<i>SDSE</i>
Délinquance : faits constatés par région et département	<i>OND</i>
> Formation initiale	
Diplômes	<i>Insee</i>
Etablissements d'enseignement Effectifs - Enseignants Diplômes	<i>Depp - Sies</i>
> Marché du travail	
Emplois Actifs, salaires, qualification	<i>Insee</i>

Offres et demandes d'emploi Formation professionnelle	<i>Dares</i>
Emploi dans la fonction publique	<i>Dgafp</i>
Insertion professionnelle : - indicateurs régionaux - indicateurs locaux	<i>Cereq - CEE</i>
> Appareil productif - Economie	
PIB régionaux Localisation des entreprises Démographie des entreprises Tourisme (hébergements touristiques)	<i>Insee</i>
Exploitations agricoles Production végétale, animale	<i>SSP</i>
Exploitations forestières et scieries : production	<i>SSP</i>
Production et consommation d'énergie	<i>SOeS-SSP</i>
Recherche, indicateurs régionaux	<i>Sies</i>
> Structuration des territoires - Environnement	
Equipements (Base Permanente des Equipements)	
Zonages d'études (unités urbaines, aires urbaines, bassins de vie)	<i>Insee</i>
Migrations résidentielles	
Zones d'emploi	<i>Dares</i>
Transports Trafic et réseau	<i>DG de l'aviation civile - SNCF - SOeS</i>
Occupation des sols, terres agricoles	<i>SOeS - SSP</i>
Déplacements des ménages Domicile travail Tous motifs	<i>Insee SOeS Certu</i>
Qualité de l'air et de l'eau	<i>Ademe - agences de l'eau</i>
> Cohésion territoriale	
Indicateurs sur les quartiers de la politique de la ville (ZUS, ZFU, CUCS)	<i>Insee</i>
> Administration des territoires	
Collectivités locales et intercommunalité Fiscalité locale Budgets locaux	<i>DGCL</i>

G.2 - Les opérations de production permanentes ou récurrentes

> Les enquêtes répétitives

NB : ne sont listées ici **que les enquêtes de champ infra-national**.

La commission Territoires est bien sûr intéressée également par toutes les enquêtes et opérations produisant des informations au niveau local : recensements de la population et de l'agriculture, occupation du sol (teruti), revenus fiscaux, aides sociales, démographie d'entreprises...

Enquête aéronautique - espace : enquête annuelle auprès des établissements sous-traitants, fournisseurs ou prestataires de service du secteur aéronautique et spatial. Aquitaine et Midi-Pyrénées	A	Insee
Enquête annuelle auprès des fournisseurs, sous-traitants et prestataires de services du centre spatial guyanais - Enquête « spatial et sous-traitance ».	A	
Enquête filière automobile : enquête annuelle auprès des établissements de Nord - Pas-de-Calais potentiellement liés à l'industrie automobile.		
Enquête flux touristiques à Mayotte	A	
Enquête flux touristiques à La Réunion.	A	
Enquête flux touristiques en Guadeloupe.	A	
Enquête flux touristiques en Guyane	A	
Enquête de fréquentation des meublés touristiques labellisés en Languedoc-Roussillon	T	
Enquête de fréquentation des meublés classés de tourisme en Auvergne.	M	
Enquête « conjoncture » dans le bâtiment. Midi-Pyrénées	M	

> Les enquêtes à périodicité pluriannuelle

> Les autres opérations de production statistique (hors enquêtes)

<i>Opérations</i>	<i>Type</i>	<i>Objectif</i>
Système d'information sur les quartiers de la politique de la ville ZUS ZFU ZRU CUCS Div Délégation interministérielle à la ville Maîtres d'œuvre : Insee (DAR) Cnaf Cereq Depp Dares ...	Géoréférencement et traitements statistiques au niveau des quartiers de la politique de la ville de différentes sources administratives : - REE Sirene - Adeli (automatisation des listes des professionnels de santé) - Fichiers fiscaux (revenus) - Demandeurs d'emploi - Etats 4001 de la police judiciaire - Assurance maladie et bénéficiaires de la CMU - Allocations familiales - Réussite scolaire - Qualité des logements (Anah) Ainsi que de différentes enquêtes : Recensement, emploi, logement, générations...	Contribuer à l'évaluation la politique de la ville
Système d'information sur les quartiers IRIS Insee (DAR)	Géoréférencement et traitements statistiques au niveau des quartiers IRIS de différentes sources administratives : - REE Sirene - Adeli (automatisation des listes des professionnels de santé)	Fournir des données de cadrage socio-économique sur les villes découpées en quartiers

Opérations	Type	Objectif
	<ul style="list-style-type: none"> - Fichiers fiscaux (revenus) - Naissances - Salariés (DADS) - Allocations familiales 	
Base permanente des équipements <i>Insee DSDS-Démo</i>	Rapprochement de différentes sources : - REE-Sirene - Ramsese : Répertoire Académique et Ministériel Sur les Établissements du Système Éducatif du ministère chargé de l'éducation. - Adeli : Automatisation DEs Listes de professionnels de la santé - Finess : National des Établissements Sanitaires et Sociaux du ministère chargé de la santé et de la protection sociale.	Localiser les équipements et estimer leur distance à la population
Dispositif Clap Connaissance locale de l'appareil productif <i>Insee (DAR)</i>	Synthèse de sources : - REE-Sirene - DADS - Déclarations Ursaff - Bénéficiaires MSA - SIASP - Epure	Fournir des statistiques sur le tissu économique local
Finances et fiscalité locale DGCL	Exploitation des comptes de gestion et états fiscaux des collectivités	Etablir des comptes de collectivités locales
Projections de population, de ménages et d'actifs pour les régions et les départements		

Voir également dans les autres commissions les opérations fournissant de l'information au niveau local : Estel, ...

G.3 - Les nouveautés en 2010

> Les enquêtes nouvelles en 2010

Extensions régionales de l'enquête « SINE 2010 » : onze régions (Alsace, Centre, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Haute Normandie, Île-de-France, Limousin, PACA, Pays-de-la-Loire, Poitou-Charentes et Corse)

Extension régionale de l'enquête « CIS 2010 » : sept régions Franche-Comté, Haute Normandie, Île-de-France, Nord-Pas-de-Calais, PACA, Pays-de-la-Loire et Corse

> Les autres opérations nouvelles en 2010

Actualisation des zonages d'étude de la statistique publique

Nouvelles estimations locales de l'emploi (ESTEL)

> La diffusion nouvelle en 2010

Emploi - Economie

- [Les conséquences de la crise sur l'emploi dans les régions](#) - Insee
- [Analyse fonctionnelle des emplois et cadres des fonctions métropolitaines de 1982 à 2007](#) - Insee
- [Les grandes villes concentrent les fonctions intellectuelles, de gestion et de décision](#) - Insee -
- [Une cartographie de l'emploi régional d'après le recensement de la population de 2006](#) Insee
- [Sphères présente et non présente](#) - Insee -
- [Les sociétés innovantes de 10 salariés ou plus](#) - Enquête nationale et communautaire CIS 2008, (« Community innovation survey ») - Extensions régionales : [Nord-Pas-de-Calais](#), [Franche-Comté](#), [Haute-Normandie](#), [Pays de la Loire](#), [PACA](#), [Ile de France](#) et [Corse](#).

Revenus

- [Les revenus des ménages entre 2002 et 2007 Un rééquilibrage entre territoires mais des disparités dans les pôles urbains](#) - Insee

Population

- [La population des régions en 2040](#) - Insee

Développement durable

- [Indicateurs de développement durable territoriaux](#) - SOeS - Insee - Datar

Diffusion

[L'espace « Statistiques locales »](#) sur Insee.fr. 2 nouveautés : des indicateurs départementaux et régionaux facilitant les comparaisons ; l'introduction du niveau géographique EPCI.

G.4 - Le suivi des avis 2010

1. *Le Conseil salue l'importance et la qualité des travaux du groupe présidé par Francis Cuillier sur les « Statistiques et nouvelles tendances de localisation des personnes et des activités sur le territoire ». Il approuve les préconisations du rapport dont il suivra attentivement la mise en œuvre. Il encourage particulièrement : La mise en place d'indicateurs structurels localisés sur l'immobilier et le foncier.*

Description de l'opération	Indicateurs structurels localisés sur l'immobilier et le foncier
Service(s) responsables du suivi	SOeS MEDDTL
Réalisée, en cours, ou non ?	En cours Un amendement a été introduit au sein du projet de loi de modernisation des professions juridiques et judiciaires réglementées en vue d'améliorer l'information disponible sur les ventes de logements et de terrains. L'amendement crée à la charge de la profession notariale (notaires + Conseil supérieur du notariat) une mission de service public consistant à collecter, centraliser et rediffuser l'information sur les mutations d'immeubles à titre onéreux. S'il est adopté l'amendement aura pour effet de rendre obligatoire l'alimentation des bases notariales par les notaires, et celles-ci deviendront de ce fait exhaustives, ce qui en permettra une exploitation statistique jusqu'au niveau local. Le projet de décret en cours de rédaction prévoit que chacun pourra avoir accès aux données individuelles qui figurent dans les bases notariales, dans les conditions de droit commun prévues par la Loi 78-753 du 17 juillet 1978 (loi Cada), sous réserve de leur anonymisation préalable.

2. *L'organisation d'un dispositif simplifié et normalisé de production et de mise à disposition de données infracommunales. Il soutient les travaux de l'Insee pour mettre à disposition, dans le respect des règles du secret, des données « au carreau » qui pourront être agrégées par les utilisateurs en fonction de leurs besoins d'études. Le conseil souhaite que ces deux points soient initiés rapidement par des études de faisabilité, basées sur des expérimentations associant des utilisateurs.*

Description de l'opération	Données urbaines infracommunales
Service(s) responsables du suivi	Insee-Département de l'action régionale
Réalisée, en cours, ou non ?	En cours Le point des travaux menés au niveau national et européen a été prés commission territoires du 28 septembre 2010.
Date de collecte : Date prévue de diffusion des premiers résultats	Les premiers résultats présentant des estimations de population selon une maille carroyée de 1km par 1km pour la France seront diffusés par l'Insee en 2011

3. *Le Conseil insiste sur l'importance de la production régulière d'indicateurs de la statistique publique sur les formes d'urbanisation et l'occupation du sol, la mobilité des personnes et l'accessibilité aux services et aux équipements. Il souhaite que cette question fasse l'objet d'un suivi lors d'une prochaine réunion de la commission en lien avec la mise en place et le suivi des mesures prises suite au Grenelle de l'environnement.*

Description de l'opération	Accessibilité aux services et équipements , la « Base Permanente des équipements » fournit des résultats accessibles sur insee.fr actualisés chaque année
Service(s) responsables du suivi	Insee
Réalisée, en cours, ou non ?	En cours
Date de collecte : Date prévue de diffusion des premiers résultats	En 2009 la base a été enrichie de données sur les équipements sportifs et les établissements d'enseignement agricole ; en 2010, il est prévu d'intégrer les agences et relais de la Poste.
Description de l'opération	Formes d'urbanisation et occupation des sols, mobilité des personnes
Service(s) responsables du suivi	SOeS
Réalisée, en cours, ou non ?	En cours
Date de collecte : Date prévue de diffusion des premiers résultats	Le Conseil scientifique du SOeS a entrepris une réflexion sur l'étalement urbain avec trois volets : <ul style="list-style-type: none"> ○ Une analyse approfondie des bases de données géographiques afin de cerner leurs apports et limites respectifs ; il s'agit aussi d'apprécier les possibilités de synergie entre ces bases ○ Une réflexion sur les indicateurs pertinents pour traiter les questions d'étalement urbain et l'occupation des sols ○ Une cartographie des acteurs intervenant dans le domaine de l'étalement urbain et l'occupation des sols. Les premiers résultats de cette démarche ont été présentés lors du conseil scientifique du 21 octobre. A très court terme, le SOeS conduit des travaux opérationnels qui

	<p>impliquent la mobilisation de données à une échelle territoriale fine pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - estimations de population à un niveau infra communal pour répondre à une problématique de risque (exposition aux inondations et plus tard à des risques technologiques). <p>Sources : Corine Land Cover et les données au niveau du polygone de bâti fournies par la Bdtopo© de l'IGN.</p> <ul style="list-style-type: none"> - estimation de l'impact environnemental et en termes de coûts monétaires des déplacements domicile travail (avec l'Insee). <p>Sources : base de données (SOeS) qui permet l'évaluation des distances en km, en temps et en émissions de CO2 en tenant compte des caractéristiques du parc automobile et des modes de transport à un niveau fin.</p>
<p>4. Le Conseil approuve les préconisations du groupe de travail « Cuillier » relatives à l'actualisation des principaux zonages d'études. Il souligne l'intérêt de disposer dès 2010 des premières actualisations. Il prend acte de la programmation par l'Insee en liaison notamment avec la Diact et l'Inra de travaux pour la mise à disposition de nouvelles « unités urbaines » pour mi-2010, puis des aires urbaines et des espaces ruraux pour la fin 2010, avant d'entreprendre celle des « bassins de vie ». de la constitution par la Dares, d'un groupe de travail inter administratif chargé de présenter au printemps 2010 aux ministres concernés un bilan de l'usage des zones d'emploi et des simulations d'un zonage actualisé sur la base du dernier recensement. Le Cnis a noté que les modalités de l'actualisation des zones d'emploi seront mises en place par la Dares après concertation avec les Préfets de régions si possible en 2010.</p>	
Description de l'opération	Actualisation des zonages d'études
Service(s) responsables du suivi	Dares pour les zones d'emploi Insee pour les unités urbaines, les aires urbaines, les espaces ruraux et les bassins de vie
Réalisée, en cours, ou non ?	En cours : point d'étape présenté à la commission territoires du 28 septembre 2010
Date de collecte : Date prévue de diffusion des premiers résultats	Zones d'emploi : 1 trimestre 2011 Unités urbaines : 2 ^{ème} trimestre 2011 Aires urbaines-espace rural : 4 ^{ème} trimestre 2011 Bassins de vie : 2012
<p>5. Le Conseil a pris connaissance avec intérêt du rapport et des propositions du groupe de travail "indicateurs sociaux départementaux". Il encourage la production et la diffusion régulière d'indicateurs départementaux portant sur le champ des politiques sociales décentralisées et leur contexte. Il se félicite que ces indicateurs soient définis en commun par les échelons centraux et départementaux, services de l'État, collectivités locales et organismes producteurs d'information dans le champ des politiques sociales. Il approuve la constitution en 2010 d'un groupe interinstitutionnel composé de représentants du service statistique public, des organismes nationaux producteurs et de conseils généraux volontaires. Il sera chargé, de calculer, analyser et diffuser un premier ensemble d'indicateurs validés au niveau national ainsi qu'au niveau local, dans le cadre d'expérimentations avec des départements volontaires. Ce groupe présentera ses travaux au Cnis à la fin de l'année 2010.</p>	
Description de l'opération	Groupe « indicateurs sociaux départementaux » ADF-DREES
Service(s) responsables du suivi	DREES
Réalisée, en cours, ou non ?	En cours : Point d'étape présenté à la commission territoires du 28 septembre 2010
Date de collecte : Date prévue de diffusion des premiers résultats	Remise du rapport et diffusion d'un premier ensemble d'indicateurs au 1 ^{er} trimestre 2011
<p>6. Le Cnis renouvelle son souhait que soient mises en œuvre les recommandations du groupe de travail présidé en 2008 par Yvon Ollivier sur la « mesure des dépenses de l'État à l'échelle territoriale » au moment où la Commission européenne réaffirme sa demande de données comparables entre régions de l'Union. Il demande en particulier que les contacts soient repris avec la DGFIP pour examiner les solutions à apporter aux difficultés rencontrées.</p>	
Description de l'opération	Mesure des dépenses de l'État à l'échelle territoriale
Service(s) responsables du suivi	Département de l'action régionale-DGFIP
Réalisée, en cours, ou non ?	non
Si non pourquoi ?	Contact non repris
<p>7. Le Conseil apprécie la mise à disposition des résultats statistiques du recensement de population dans les périmètres des groupements de communes (EPCI à fiscalité propre : communautés de communes, d'agglomération, communautés urbaines). Il souhaite que les principales données actuellement proposées au niveau départemental sur l'emploi, le chômage, les revenus, etc... soient aussi disponibles dans les plus grands EPCI.</p>	
Description de l'opération	Diffusion du RP
Service(s) responsables du suivi	Insee-département de l'offre éditoriale
Réalisée, en cours, ou non ?	En cours
Date de collecte :	Les résultats statistiques par EPCI sont accessibles dans l'espace de

Date prévue de diffusion des premiers résultats	données locales du site insee.fr depuis juillet 2010.
8. Le Conseil demande qu'un dispositif de suivi des trajectoires d'insertion-chômage-emploi soit mis en place au niveau des territoires.	
Description de l'opération	Trajectoires insertion-chômage-emploi
Service(s) responsables du suivi	Département de l'action régionale
Réalisée, en cours, ou non ?	En projet pour 2011

4 Annexe : Sigles

Sigles des producteurs et partenaires

SIGLE	INTITULE
Ademe	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
CCMSA	Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole
CEE	Centre d'études de l'emploi
Cereq	Centre d'étude et de recherche sur les qualifications
Certu	Centre d'Études sur les Réseaux, les Transports, l'Urbanisme et les constructions publiques
Cnaf	Caisse nationale d'allocations familiale
CNAMTS	Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés
Cnav	Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse
CNFPT	Centre National de la Fonction Publique Territoriale
Dares	Direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques
Datar	Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale
Depp	Direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance
Deps	Département des études, de la prospective et des statistiques
DGAFP	Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique
Dgcis	Direction Générale de la Compétitivité, de l'Industrie et des Services
Dger	Direction générale de l'enseignement et de la recherche
Dgfiip	Direction Générale de la Compétitivité, de l'Industrie et des Services
Diact	Délégation Interministérielle à l'Aménagement et à la Compétitivité des Territoires
DPMA	Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture
Drees	Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques
DSED	Département des statistiques, des études et de la documentation
Ined	Institut national d'études démographiques
Inpes	Institut national de prévention et d'éducation pour la santé
Inrets	Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité
Insee	Institut national de la statistique et des études économiques
Inserm	Institut national de la santé et de la recherche médicale
Irdes	Institut de recherche et documentation en économie de la santé
IRSN	Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire
Meos	Mission des Études, de l'Observation et des Statistiques
MSA	Mutualité sociale agricole
OED	Observatoire Économique de la Défense
OFDT	Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies
ONDRP	Observatoire National de la Délinquance et des Réponses Pénales
SDSE	Sous-direction de la statistique et des études
SOeS	Service de l'observation et des Statistiques
SSP	Service de la statistique et de la prospective
VNF	Voies Navigables de France

Autres sigles

SIGLE	INTITULE
Antipol	Enquête sur les études et les investissements pour protéger l'environnement
BIC	Bénéfices industriels et commerciaux
CUCS	Contrat Urbain de Cohésion Sociale
DADS	Déclaration Annuelle de Données Sociales
Esane	Elaboration des statistiques annuelles d'entreprise
Eve	Fichier des EVEnemenTs
FQP	enquête sur la Formation et la Qualification Professionnelle
IGAS	Inspection Générale des Affaires Sociales
IGF	Inspection Générale des Finances
Resane	Refonte des Statistiques Annuelles d'entreprises
RSA	Résumés de Sorties Anonymisées
SDT	Enquête Suivi de la Demande Touristique (SOFRES)
Sitram	Système d'information sur les transports de marchandises
SRCV	Statistiques sur les ressources et les conditions de vie
Sumer	SURveillance MEDicale des Risques
TeO	Enquête Trajectoires Et Origines
ZFU	Zone Franche Urbaine
ZUS	Zone Urbaine Sensible